

# L'ACTION NATIONALE

Volume LX, Numéro 4

Décembre 1970

75 cents

L'Octobre tragique: **Angers  
Brunet  
Genest**

L'Angleterre 1970: **Genest**

Un conseil supérieur: **Bouchard**

La langue esquimaude: **Schneider**

Dictons et proverbes: **Des Ruisseaux**

Voyage dans le nord: **Lapointe**

Jules Romains: **Roger Duhamel**

L'Édition québécoise: **Julia Richer**

POUR VOS ACHATS CONSULTEZ NOTRE RÉPERTOIRE D'ANNONCEURS CLASSIFIÉS

## TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL : Des matraques aux baïonnettes .....	265
Michel BRUNET : Occupation étrangère puis démocratie dirigée .....	281
Fr.-A. ANGERS : Devant cet octobre tragique .....	285
Jean GENEST : L'Angleterre - 1970 .....	293
Louis BOUCHARD : Pour un Conseil supérieur des écoles catholiques .....	301
Lucien SCHNEIDER : La langue esquimaude .....	307
Pierre DES RUISSEaux : Dictons et proverbes .....	315
Bernard LAPOINTE : Impressions de voyage dans le Nouveau-Québec .....	328
Roger DUHAMEL : Jules Romains .....	335
Julia RICHER : L'édition québécoise .....	345

Dépôt légal — Deuxième semestre 1970  
Bibliothèque nationale du Québec

### TEXTES ET DISCUSSIONS

(Sujets nationaux)

Père Gustave Lamarche  
de l'Académie Canadienne française

---

Non pas un ouvrage de protestation, de revendication  
et de contestation, mais de pensée profonde, dans un  
style vivant et vigoureux.

Un ouvrage d'un genre rare chez nous; qui va aux  
profondeurs de notre problème national et que tout  
nationaliste doit avoir lu et doit méditer.

Un volume de 330 pages

\$5.00

**Nous accusons réception des ouvrages suivants :**

- Jacques Hébert — Obscénité et liberté —** Les Editions du Jour, 1651, rue St-Denis, Montréal 129, 192 pp., 1970 \$3.00
- Robert Choquette — Poèmes choisis —** Fides, 245 est, boul. Dorchester, Montréal 129, 200 pp., 1970
- Maximilien Laroche — Marcel Dubé : (Collection : Écrivains canadiens d'aujourd'hui) —** Fides, 245 est, boul. Dorchester, Montréal 129, 189 pp., 1970 ..... \$2.50
- Saint-Denis Gameau — Poèmes choisis —** Fides, 245 est, boul. Dorchester, Montréal 129, 141 pp., 1970
- Maurice Matte — Un pasteur capitaliste en Amérique latine** Fides, 245 est, boul. Dorchester, Montréal 129, 145 pp., 1970 ..... \$3.00
- L'Office catéchistique provincial — La force des rencontres Homme et femme il les créa (document pour l'éducateur) —** Fides, 245 est, boul. Dorchester, Montréal 129, 96 pp., 1970 ..... net \$2.90
- Hermann Plante — L'Église catholique au Canada (1604-1886) —** Les Editions du Bien Public, 1563, rue Royale, Trois-Rivières, 500 pp., 1970 ..... \$8.00
- Cécile Cloutier — Cannelles et craies —** Jean Grassin Editeur, 50, rue Rodier, Paris (9) —
- B.-C. Payette, compilateur — Histoire de la famille Lavergne** Edité par la Maison Payette Radio Limitée, 730, rue Saint-Jacques, Montréal 101, 480 pp., 1970
- Quand les écrivains québécois jouent le jeu ! — 43 réponses au questionnaire Marcel Proust présenté par Victor-Lévy Beaulieu —** Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 268 pp., 1970 ..... \$3.50
- Pierre Turgeon — Un, deux, trois (roman) —** Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 171 pp., 1970 ..... \$2.50
- Louis Geoffroy — Le saint rouge et la pécheresse —** Collection : Les poètes du jour — Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 96 pp., 1970 \$2.00
- Roger Des Roches — Corps accessoires —** Collection : Les poètes du jour — Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 55 pp., 1970 ..... \$2.00
- Jacques Boulerice — Pourquoi ! —** Collection : Les poètes du jour — Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 60 pp., 1970 ..... \$2.00
- Rose Hubert — Comment lire dans les lignes de la main —** Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 196 pp., 1970 ..... \$3.00
- Marc Doré — Le billard sur la neige (roman) —** Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 176 pp., 1970 ..... \$2.50
- Marie-Claire Blais — Les apparences (roman) —** Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 203 pp., 1970 ..... \$3.00

Nous accusons réception des ouvrages suivants :

- Jean-Claude Dussault** — 500 millions de yogis ? Un essai sur l'Hindouisme — Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 125 pp., 1970 ..... \$2.50
- Bertrand-B. Leblanc** — Le guide du chasseur — Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 268 pp., 1970 ..... \$3.00
- André Daveluy (Monsieur Bricole)** — Petite encyclopédie du bricoleur — Editions du Jour, 1651, rue St-Denis, Montréal 129, 188 pp., 1970 ..... \$3.00
- Hamelin-Grenier** — Géographie contemporaine (cours secondaire) — Le Canada — Editions du Renouveau Pédagogique, 8955, boul. St-Laurent, Montréal 354, 130 pp., 1970.
- Dr Jean-Marc Brunet, n.d.** — Les Vitamines naturelles — Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 132 pp., 1970 ..... \$2.50
- Jean-Marie Poupart** — Ma tite vache a mal aux pattes (roman) — Les Editions du Jour, 1651, rue St-Denis, Montréal 129, 244 pp., 1970 ..... \$3.00
- Rodrigue Tremblay** — Indépendance et Marché commun Québec-Etats-Unis — Les Editions du Jour, 1651, rue St-Denis, Montréal 129, 127 pp., 1970 ..... \$2.50
- Mainmise** — Nouvelle revue périodique sous-titrée : organe québécois du rock international, de la Pensée Magique et du Gay Savoir — Boîte postale 10, Station C, Montréal 130 — numéro d'octobre 1970 — 224 pages ..... \$2.00
- Pierre Mathieu** — Stabat Mater (poèmes) — Les Editions passe-partout — C.P. 291, St-Constant, comté de Laprairie, 15 pp., 1970 ..... \$0.25
- Dollard Dansereau (Juge des Sessions)** — Le citoyen face au droit criminel — Editions Beauchemin, 450, avenue Beaumont, Montréal 303, 224 pp., 1970 ..... \$3.50
- W. Hidola Girard** — Le solitaire de la montagne qui dort — Les Editions du Phare, Desbiens, Lac St-Jean, Qué., 272 pp., 1970
- Eugène Cloutier** — En Tunisie — Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 207 pp., 1970 ..... \$3.00
- Roch Carrier** — Il est par là, le soleil (roman) — Les Editions du Jour, 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 142 pp., 1970 ..... \$2.50
- Dr Serge Mongeau, m.d.** — Comment garder votre santé — Les Editions du Jour, 1651 rue St-Denis, Montréal 129, 154 pp., 1970 ..... \$2.50
- Yves St-Arnaud** — J'aime — essai sur l'expérience d'aimer — Les Editions du Jour et les Editions du Centre interdisciplinaire de Montréal — 1651, rue Saint-Denis, Montréal 129, 120 pp., 1970 ..... \$2.50

# L'ACTION NATIONALE

Édifice Fides, Chambre 504,  
235 est, boulevard Dorchester,  
Montréal (Tél. : 866-8034).

---

Volume LX, Numéro 4

Décembre 1970

75 cents

---

## *Éditorial*

### **DES MATRAQUES AUX BAÏONNETTES**

*CHERCHONS L'OR DANS LA PAILLE — Que dire qui n'ait déjà été dit sur les événements déclenchés par le Front de libération du Québec ? Il s'agit d'un groupe d'une centaine de jeunes engagés résolument dans une spirale de violence « jusqu'au bout ». Les journaux de Montréal, d'Europe et des États-Unis ont publié des tonnes de mots et d'images entre lesquels il faut décanter quelques onces d'or. La peur semée par le F.L.Q., leurs sympathisants et les moyens audio-visuels de communication sociale, a été réelle, viscérale, générale. Nous avons appris que la peur, à un certain point d'intensité, agit comme un coagulant pour la pensée qui, pour rester libre, doit être fluide, objective, à la recherche de l'essentiel. Il est réconfortant et beau pour l'homme que tous n'aient pas succombé à l'hystérie. En ces circonstances tragiques, plusieurs ont fait effort pour conserver leur lucidité. Ils ont vite découvert que la recherche de la sécurité n'était pas la paix véritable. Les matraques d'hier ont-elles arrêté la révolution sociale ? Les baïonnettes d'aujourd'hui apportent la sécurité mais arrêteront-elles les appels à la justice, les refus de l'humiliation, la volonté têtue d'être reconnue comme une nation égale à n'importe quelle autre, tous besoins qui sourdent de*

*partout ? Il nous faut trouver une paix véritable. Nous nous proposons d'articuler en quatorze points les bases d'une solution juste.*

1 — UN CRIME EST UN CRIME. — *C'est entendu : nous condamnons le recours à la violence. Nous condamnons l'enlèvement d'innocents comme otages et l'assassinat insensé d'une vie humaine. Ces tactiques de la guérilla urbaine montrent comment les idées font le tour de la terre. Aucun peuple n'est protégé contre la folie imitative et les importations criminelles. Il suffit qu'un groupe de citoyens perdent le sens de la morale pour qu'aussitôt la vie humaine perde sa valeur. La gauche invoque souvent un certain humanitarisme. Elle est aussi capable de cruauté et de fanatisme. Elle cherche la justice, elle est aussi capable de crimes contre la société. Il nous faut des écoles où les distinctions du bien et du mal sont encore enseignées et où le respect de la vie humaine fait partie du civisme.*

2 — LES MIRAGES DES EXTRÉMISTES. — *À la base de la foi aveugle chez les extrémistes il y a la plupart du temps quelque paranoïa : eux, ils voient plus juste ; ils comprennent mieux leur temps ; les autres sont des chiens couchants et des imbéciles ; ils doivent leur imposer leur type de bonheur malgré eux. Cette paranoïa ne leur permet pas d'accepter la démocratie et ses lenteurs, ni le dialogue et ses complexités. Pour tout rénover, il faudrait, d'après eux, faire tout sauter. Les recommencements en beauté seraient alors possibles. Ils s'attribuent du prophétisme. À se croire absolument dans la ligne de l'histoire, ils débouchent sur le messianisme propre aux petits groupes. Ce messianisme aux vues étroites fait prendre les rêves pour des réalités certaines. Il s'agirait seulement de foncer. Le volontarisme remplace l'intelligence qui arrête de fonctionner normalement. Ainsi une société passe de l'agriculturisme à la guérilla, de la contemplation un peu passive des événements au fanatisme cru. La logique du fanatisme n'est pas la conversion mais le meurtre. Sa mission*

*s'achève dans des destructions. Malgré tous les exemples de l'histoire, ils espèrent que de leurs ruines s'élèvera une nouvelle race d'hommes. Nietzsche n'est pas loin : le mirage des paradis perdus retrouvés par la force.*

3 — CE CRIME EST SURTOUT UN AVERTISSEMENT. —  
*À nous arrêter là nous en arriverions aux conclusions impitoyables : « Ces extrémistes, il faudrait les conduire au poteau d'exécution ! » Au radicalisme des uns répondrait le simplisme des autres. En effet avons-nous ici des criminels ordinaires qui cherchent des profits personnels, des parasites du capitalisme, des adversaires de la propriété privée ? S'agirait-il plutôt d'idéalistes fourvoyés dans leurs buts et leurs moyens ? Dans le premier cas nous avons des crimes, dans le second le crime peut comporter un avertissement. La société couve-t-elle des maux que personne ne veut écouter ? Que les autorités ne veulent pas entendre ? La défense de l'ordre établi ne cacherait-elle pas des désordres dont ces idéalistes sont plus conscients ? Par la rigueur, les autorités enfin alertées, peuvent freiner les criminels mais les seconds, devant les baïonnettes, ne deviennent-ils pas des martyrs et ne font-ils pas des disciples ? Les baïonnettes sont impuissantes : ont-elles jamais embroché une idée ? Le danger d'une répression, par aveuglement, doit être évitée par une étude intelligente des maux qui ont pu susciter de telles tumeurs sociales, de telles colères.*

4 — VISE-T-ON QUÉBEC OU OTTAWA ? — *Ces membres du Front de libération du Québec, qui donc attaquent-ils ? On reste estomaqué devant l'imprécision de leurs attaques et de leurs buts. Attaquent-ils Ottawa ou Québec ? Quel renversement précis cherchent-ils ? L'enlèvement de M. Richard Cross, attaché commercial de l'Angleterre à Montréal, pourrait signifier une mise en impasse du gouvernement fédéral d'Ottawa et la recherche d'une notoriété internationale.*

*Mais l'enlèvement de M. Pierre Laporte, ministre de l'Immigration au gouvernement provincial, indique plu-*

tôt une menace au gouvernement du Québec. Nous restons dans la confusion sur les motifs de tels enlèvements. M. Laporte ne menaçait rien : il n'était le drapeau de rien. Son action politique était assez opportuniste et impersonnelle pour n'ameuter personne. Pourquoi ce gris plutôt que ce noir ? Que vise-t-on : le gouvernement d'Ottawa ou celui du Québec ? Que veut-on implanter à la place ? Les spectateurs ont l'impression du hasard, d'un manque de cohérence dans les actions violentes, d'une sorte d'irrationnalité dans l'attaque. Si les membres du Front de libération veulent l'indépendance du Québec, pourquoi choisir des victimes dont le rapport avec le but est pratiquement inexistant ? Si les victimes n'ont été que des prétextes, les extrémistes ne sont pas indemnes de lâcheté en choisissant n'importe qui et en permettant ainsi de fausses interprétations.

5 — ON EN PROFITE POUR CRIER : « ONE NATION ! »  
— Cette ambiguïté des crimes est probablement ce qui a jeté les Anglo-Canadiens et les officiels du gouvernement fédéral dans la confusion. Ils ont cru que ces meurtres allaient unir tous les Canadiens dans la même horreur et resserrer les liens des provinces avec le grand gouvernement du Canada. M. Trudeau revient plusieurs fois sur le « stick together as Canadians » ; M. Stanfield est plus nuancé lorsqu'il dit : « Make sure that the terrorists don't succeed in dividing us » ; M. Stanley Knowles, de Winnipeg : « This sadness will bind the country ».

Or jamais ces événements n'ont montré davantage l'incompréhension des deux nations du Canada. Le New York Times, résumant le tout, concluait dans le sens du réalisme noir : « Moreover, most English Canadians are indifferent or hostile to French Canada » (Dimanche, 25 octobre 1970, section 4, revue de la semaine, p. 6, par Edward Cowan). L'union des deux nations demeurera encore quelque temps un rêve de l'esprit car si les enlèvements ont un sens c'est d'abord et avant tout celui de sortir l'Establishment et toute l'opinion anglo-canadienne de sa quiétude de privilégiés et de dominateurs.

*Les affirmations, selon lesquelles il n'y aurait au Canada qu'une seule nation, causent un mal profond, une humiliation constante. Nous ne sommes pas considérés comme partenaires dans la Confédération mais comme une masse ouvrière à bon marché, dont les gouvernements et les grandes affaires peuvent abuser. Le chômage est pour le Québec et les grosses affaires pour Toronto ou Westmount. Les taudis sont pour le Québec et les réformes sociales coûtent toujours trop cher aux possédants. Le premier ministre du Canada pourrait-il parler de l'union des deux nations puisqu'il a toujours nié qu'il en existât deux ? Là est le point fondamental : nous n'acceptons pas d'être une entité qui serait autre chose que la nation canadienne-française.*

6 — LA CAUSE PROFONDE C'EST UN FÉDÉRALISME FAUSSÉ. — *Le terrorisme donne une première phase et si nous allons au-delà du terrorisme la réaction de l'État commence une deuxième phase. Sera-t-elle une accélération des gangrènes de la société ? Il faut plutôt remonter aux causes historiques, aux réalités bafouées, qui expliquent la montée des guérilleros urbains.*

*Le rapport Laurendeau-Dunton reconnaît pleinement les cent ans d'injustices dont souffre la nation canadienne-française, soit au point de vue linguistique, soit au point de vue économique, au sein de la Confédération. Il y a plus grave : les attaques du gouvernement fédéral érodent continuellement les pouvoirs provinciaux au profit des pouvoirs fédéraux. Toutes les discussions au niveau des gouvernements se font dans une atmosphère pourrie où le Québec est noyé à dix provinces contre une. Les orateurs disent : « Fédéralisme », mais les actes disent : « État unitaire ». Le fédéral en se mettant hors de la constitutionnalité, tue toute philosophie saine du fédéralisme. Les Canadiens-Français étouffent dans la Confédération telle que menée par Ottawa.*

*Depuis la deuxième Grande Guerre on a retiré aux provinces les impôts directs accordés par la Constitution aux provinces. Or l'État du Québec ne dispose pas d'ar-*

*mée pour corriger les empiétements du gouvernement fédéral et ses coups de force contre la constitution. Si le gouvernement fédéral pratique les empiétements sans dialogue et traite la constitution comme un chiffon de papier, que nous reste-t-il pour le mettre à la raison ? Des extrémistes ?*

7 — UNE HUMILIATION COLLECTIVE QUI N'ACHÈVE PAS. — *Ce freinage continu de l'autonomie provinciale, au moment même où l'essor de la communauté québécoise demande plus d'autonomie et de souveraineté, est la raison fondamentale du malaise canadien-français. Ce malaise, s'il n'est pas guéri, et guéri durant cette génération-ci, ne peut qu'augmenter. Les thuriféraires fédéralisants le niaient. C'était une rhétorique pour dormeurs car le scandale éclate à la face du monde. La mauvaise gestion du fédéralisme canadien n'est plus un secret pour personne dans l'univers. Est-ce assez pour donner mauvaise conscience ? Car les sympathies du monde vont d'abord aux opprimés, aux minorités, non aux administrations coloniales.*

*Les conséquences d'une hégémonie séculaire sont graves : le Québec n'a pu se donner une politique sociale et économique qui lui aurait été propre. Il a été contraint d'entrer dans des cadres d'une politique fédérale maniée par une majorité anglo-canadienne qui prend toutes les décisions importantes. Nous devons travailler à l'intérieur de leur point de vue, toujours supérieur. Le grignotement des pouvoirs de l'État du Québec est continu. Aucune cour de justice, aucune armée ne nous permet de redresser les torts. Cette impression d'impuissance contre des autorités qui s'arrogent tous les pouvoirs, en conduit plusieurs à une sursaturation d'amertume. Quelques-uns voudront renverser ce faux ordre établi par des moyens brutaux. On les appellera extrémistes. Mais comment faut-il appeler les politiciens fédéraux qui, incapables de maîtriser leurs invasions, donnent l'impression d'empêcher le Québec de se développer conformément à sa culture et à son être propre ? Empêcher un*

peuple d'être maître chez lui et le maintenir dans des tâches subalternes et d'infériorité politique, est-ce encore pensable au vingtième siècle ? Ont-ils si tort ces Canadiens-Français qui voient dans la Confédération un désordre établi contre lequel il ne reste aucun recours légal, sinon celui qui s'estompe dans la nuit des temps ?

8 — AUTRE PROVOCATION QU'AUCUNE ARMÉE NE PEUT ARRÊTER. — Il y a à peine un mois : nouvelle offensive contre les pouvoirs provinciaux par la création d'un ministère fédéral des Affaires municipales. Passant par-dessus les gouvernements provinciaux, ce nouveau ministère pourra traiter avec chaque municipalité. Les provinces anglaises y voient même un avantage car les municipalités demanderont moins d'argent au gouvernement provincial et davantage au gouvernement fédéral. Pour le gouvernement du Québec, il n'en est pas ainsi. Il s'agit d'une invasion d'un pouvoir strictement provincial et, par là, d'un affaiblissement de l'État provincial. Et cela malgré toutes les protestations les plus légitimes et les plus démocratiques. Le fédéralisme même est rongé par un autoritarisme progressif qui le tue.

9 — ON S'EST MOQUÉ DES MODÉRÉS. — Depuis longtemps le Québec étudie les problèmes existants et offre des solutions valables. On a apporté l'exemple des États Généraux où deux mille représentants venus de toute la province donnèrent l'exemple d'une saine démocratie organique de participation (L'Action Nationale, mai-juin 1969, p. 533). Les milieux gouvernementaux haussèrent les épaules et rejetèrent le tout d'une façon étroitement partisane. Pourtant l'affaire ne manquait pas d'ampleur. La collaboration des intellectuels et des gens responsables était évidente. Au lieu d'écouter, le gouvernement fédéral préféra poursuivre sa guérilla centralisatrice. Il ne démord pas : a-t-il jamais essayé de comprendre ?

La conclusion s'impose : \* Pour avoir refusé de discuter valablement avec des groupes modérés, dit la Saint-Jean-Baptiste de Montréal, nos gouvernements en

sont réduits aujourd'hui à devoir négocier avec des terroristes ». N'avons-nous pas là le fruit de vingt-cinq ans de négociations infructueuses, de mépris des intellectuels et des éléments les plus actifs du Québec français ? Pourtant les nations africaines ne sont-elles pas écoutées à l'Organisation des Nations-Unies ? La hargne du fédéral ne peut engendrer que haine et rancœur.

10 — VOLONTÉ D'ÉCRASER TOUT NATIONALISME QUÉBÉCOIS. — *Devant la riposte désespérée d'une poignée de jeunes révolutionnaires, le Québec voit arriver 8,000 soldats et la Royal Canadian Mounted Police. Les mercenaires du fédéralisme viendront-ils pour protéger la population ou pour l'étouffer de peur ? L'une et l'autre interprétation est possible devant la masse des commentateurs. Une démonstration de force par le gouvernement fédéral reste toujours sujette à caution en elle-même et par l'ampleur qu'elle prendra.*

*Pour embrouiller l'affaire, M. Sharp, ministre des Affaires extérieures, et M. W. H. Kelly, ex-directeur de la Royal Canadian Mounted Police, sans oublier M. Jean Marchand, précisent que l'armée est nécessaire pour écraser les séparatistes. Il ne s'agit plus du F.L.Q. mais des séparatistes. Ottawa croit discerner que son ennemi le plus sérieux, ce n'est pas le communisme mais le séparatisme. Les excès des terroristes donneront donc au gouvernement fédéral le prétexte voulu pour atteindre l'objectif véritable : écraser le séparatisme, semer la peur dans tous les milieux financiers, commerçants ou d'information quelque peu nationalistes. Le gouvernement fédéral a pris sur lui, après invitation des gouvernements provincial et municipal, dit-il, selon des motifs qui n'ont pas convaincu l'ensemble des Anglo-Canadiens, et sans avoir cherché aucune autre mesure moins draconienne, d'écraser toute velléité d'autonomie intelligente.*

*La peur a engendré le besoin de sécurité. Le besoin de sécurité a fait croire à la population qu'on la défendait contre tous les méchants. Mais la colère monte quand même. Le grand nombre n'assiste pas impassible à cet*

*assaut du fédéral, même invité par le gouvernement provincial. Le danger, c'est que, demain, le danger étant passé, l'exaspération ne se généralise. Si, après cette parade de la force, le fédéral ne sait présenter au Québec des promesses d'autonomie et d'association intelligente, il risque des recommencements sans fin. Dans ces perspectives les baïonnettes sont dangereuses, sinon futiles.*

11 — QUI EST L'ADVERSAIRE ? — *Les Anglo-Canadiens découvrent de plus en plus les contradictions du premier ministre fédéral, M. Pierre Elliott-Trudeau. Il était un des principaux révolutionnaires de 1950. Il ne craignit pas d'attaquer l'État et l'Église dans sa revue Cité Libre. Révolutionnaire encore timide, ses revendications étaient parfois bonnes, parfois irresponsables, mais dans l'ensemble elles apportaient la tempête. Il ne veut plus aujourd'hui reconnaître sa part dans une telle postérité. Beaucoup d'hommes passent la seconde moitié de leur vie à réparer les erreurs de leur jeunesse. Il s'opposa à Duplessis lorsque celui-ci protégeait les riches contre les ouvriers. Il s'opposa aux matraques lorsque celles-ci imposaient la loi du cadenas et mettaient hors la loi les communistes. Aujourd'hui, on voit pire : aux matraques ont succédé les baïonnettes. Les matraques ont suscité des résistances; les baïonnettes en susciteront bien davantage : elles imposent le bâillon et l'humiliation à toute une nation qu'on se refuse toujours à reconnaître comme telle.*

*Qu'on se rappelle seulement ce petit fait divers au coin d'une rue de Montréal. J'y attendais la lumière verte quand passèrent deux camions chargés de soldats, mitraillettes à la main. Un monsieur bien habillé, d'un certain âge, marmotta à dents serrées suffisamment fort pour que ses voisins l'entendent : « Foreigners, go home ! »*

*Cette invasion du Québec n'aura-t-elle été qu'un simple exercice, qu'une manoeuvre préliminaire ? Si une majorité de Canadiens-Français demandent l'indépendance, si la Confédération se révèle de plus en plus impos-*

sible aux Québécois, reverrons-nous les mêmes armées et la même police maîtriser tous les points stratégiques de la province ? Même si les Canadiens-Français y vont par les moyens démocratiques ? Le problème se posera dans un avenir de plus en plus rapproché. Les baïonnettes ne paraissent pas une réponse mais un tempérament. L'exemple donné, les Anglo-Canadiens garderont-ils le style ?

12 — OÙ EST NOTRE ÉTAT ? — *Que penser de la reddition du gouvernement québécois au gouvernement fédéral pour régler le cas de deux enlèvements et de toute une rhétorique révolutionnaire ? Devant ces événements, invraisemblables pour notre milieu, le Québec révèle-t-il un manque d'imagination ou une incapacité de gouverner ? Est-ce vraiment lui qui a pris l'initiative de demander l'armée ou a-t-il été invité à demander l'armée prête à envahir, de toutes façons ? Il ne faut pas oublier qu'à l'invitation du gouvernement provincial et municipal, l'armée fédérale était déjà cantonnée sur un périmètre de vingt-cinq milles autour de Montréal. Il lui suffit d'une heure à peine pour « s'emparer » de tous les endroits stratégiques. Et les troupes de l'Ouest, ne parlant qu'anglais, nous arrivèrent d'Edmonton en vingt-quatre heures. Nous savions que nous avions des amis, mais pas tant que ça !*

*Le point principal : nous avons vu le gouvernement provincial se mettre lui-même sous la coupe du gouvernement fédéral. Une mise en tutelle, malgré les paroles officielles. Le Québec incapable de régler ses propres problèmes ! Ça lui prend quinze jours avant de prendre l'initiative d'une récompense officielle à ceux qui aideraient la Sûreté du Québec à retrouver les auteurs des enlèvements. Faillite d'efficacité. Vu sous cet angle des relations fédérales-provinciales, ces événements ont été l'occasion d'un recul. Comment pourrions-nous remonter en fait et en honneur !*

*La conclusion n'échappera pas aux fédéralisants : l'indépendance est une utopie car les Québécois ont*

*prouvé qu'ils sont incapables de se gouverner eux-mêmes et qu'ils ne sont définitivement pas maîtres chez eux ! Nous avons refusé de prendre les décisions. Or prendre les décisions, c'est cela l'autonomie, c'est cela la maturité politique. Si le gouvernement du Québec ne nous obtient pas, pour bientôt, plus d'autonomie, il paraîtra pour l'histoire comme un gouvernement en tutelle. Il y a là tous les éléments d'une colère nationale qui n'est pas près de se terminer. On se rappellera au Québec que le gouvernement fédéral a pris figure d'occupant. Pourtant il faut trouver des solutions de paix : les baïonnettes ont plutôt envenimé les choses.*

13 — UN ÉPISODE DANS LE REDRESSEMENT. — *Que conclure de tous ces événements ? Cet octobre tragique n'est qu'un épisode sanglant et déshonorant mais explicable. La lutte plus large dans laquelle cet épisode s'inscrit, est loin d'être terminée, elle s'est au contraire développée en images et en questions si essentielles que tous en restent songeurs.*

*Les invasions de toutes sortes du gouvernement provincial par le gouvernement fédéral sont-elles justifiables ? Le mépris constant de la Constitution, l'absence de recours légaux contre les empiétements du gouvernement fédéral (ne parlons pas de la Cour Suprême !), la répression larvée des autonomies légitimes, la mainmise sur les impôts directs, les empiétements constants sur le culturel et le social constituent aussi une violence organisée, systématique, qui est au fond du malaise québécois au sein de la Confédération.*

*Il faudrait donc que le gouvernement du Québec (là seulement sont les vraies initiatives pour nous), devant le pourrissement de la situation et l'accélération des gangrènes sociales, prenne sur lui de mener une consultation non partisane auprès des Canadiens-Français sur les grandes lignes d'une Constituante. Ce dessein général de notre avenir constituerait le mandat fondamental à l'intérieur duquel le gouvernement provincial maintiendrait ses relations avec le gouvernement fédéral. Si les*

*Canadiens-Français perdaient confiance en leur État, ils ne se donneraient pas au gouvernement d'Ottawa mais ils pourraient, dans leur désespoir, se tourner vers d'autres cibles dangereuses. Il faudra donc entre le Québec et Ottawa un meilleur partage des éléments d'association et des éléments de souveraineté. Sans cela la paix véritable nous échappera. Sous cet aspect la mort de M. Laporte trouvera une utilité certaine : elle aura été un avertissement écouté.*

*Il faudra aussi repenser l'éducation de la jeunesse au Québec et épurer le ministère de l'Éducation de tous ses doctrinaires en folies collectives et de tous ses incompetents irresponsables. Tout a été ébranlé : la foi, le civisme, la famille, les relations entre maîtres et élèves. Les jeunes livrés à eux-mêmes, ou parfois à de mauvais maîtres, se sont donnés à l'anarchie morale et civique. Eux aussi sont un avertissement. Les grèves d'adolescents ne sont-elles pas des semences d'irresponsabilité sociale ? Les faillites des autorités scolaires devant les grands complexes polyvalents ne doivent-elles pas nous faire réfléchir ? Et les parents chrétiens ont-ils tort de demander que leurs enfants fréquentent des écoles chrétiennes administrées par des commissions scolaires confessionnelles ? Sinon la coupure entre le pays réel à administrer et le pays administrateur provoque des malaises où les jeunes apprennent à rejeter et les valeurs représentées par l'État et les valeurs représentées par la famille. Que nos écoles ne soient pas des ateliers de délinquance mais des centres d'approche vers les valeurs.*

*Il faudra une meilleure répartition du budget provincial. Les subventions aux industries pour arrêter l'hémorragie du chômage sont urgentes. Les problèmes du travail pour tous, des salaires adéquats, de la participation ouvrière aux bénéfiques, de la langue française comme langue universelle du travail, de la promotion des Canadiens-Français aux postes de décision, du logement familial, contribueront à diminuer le langage révolutionnaire et à enseigner au Canadien-Français le respect de lui-même*

*dans la fierté nationale. Il n'y a pire terrain de révolte que celui où tout un peuple ressent une humiliation comme une blessure dans son être collectif même. L'arrogance et les baïonnettes ont déjà fait tout le tort imaginable. Qu'on nous reconnaisse le statut de nation et qu'on accepte les conséquences : nous aurons alors vaincu l'humiliation et le sentiment perpétuel d'infériorité dans la Confédération.*

14 — LE REDRESSEMENT VÉRITABLE. — *Durant la révolution tranquille, nous avons tous connu au Québec une terrible déperdition des valeurs spirituelles. Il est temps que l'État fasse sa part pour les protéger. Parce que, quand elles sont parties, elles laissent un tel vide, une telle amertume, que n'importe quoi peut pousser dans des êtres non suffisamment alimentés. Parfois ce sera le goût de l'art mais parfois aussi ce sera le goût de la violence et de la destruction. On s'y diminue comme valeur humaine. Faire des hommes, non des tueurs, voilà la vocation du Québec.*  
(1 novembre 1970).

JEAN GENEST



**BONNE**

**et**

**HEUREUSE ANNÉE**

**à**

**TOUS NOS LECTEURS**

**ANNONCEURS**

**ET AMIS**

VIE NATIONALE



# Deux cent dix ans d'occupation étrangère et cent soixante-dix-huit ans de démocratie dirigée

par

Michel Brunet<sup>(1)</sup>

À l'époque de la Nouvelle-France, les habitants de la vallée du Saint-Laurent vivaient dans une société dont l'orientation dépendait du consensus de la majorité. Devenus, depuis deux cent dix ans, membres d'un peuple vaincu, conquis et occupé, les Canadiens français ont dû se soumettre aux maîtres britanniques que le sort des armes leur avait donnés et à leurs héritiers. Le degré et la nature de leur soumission ont varié selon les circonstances.

L'histoire nous démontre que la démocratie n'a jamais existé au Québec depuis que les Britanniques s'y sont installés après la capitulation de Montréal (1760) et le traité de Paris (1763). Entre 1760 et 1792, les conquis s'inclinèrent devant l'omnipotence d'un gouverneur dont ils attendaient un minimum de justice. Depuis l'introduction du système représentatif en 1792 jusqu'aux élections du 29 avril 1970 — sans parler des événements tragiques que nous vivons depuis quelques semaines, la majorité francophone du Québec a dû se contenter d'un simulacre de démocratie.

Dans la législature du Bas-Canada, qui exista de 1792 à 1837, les représentants des électeurs canadiens-français constituaient la majorité. Au Conseil législatif

1 — Texte préparé pour la Journée d'étude organisée par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal sur « Le système électoral du Québec ». M. Michel Brunet est professeur titulaire au département d'histoire à l'Université de Montréal. 7 novembre 1970.

et au Conseil exécutif, les porte-parole officiels de la population francophone étaient toujours en minorité. Incapables de corriger la situation, les membres du parti patriote perdirent foi dans les institutions britanniques et eurent recours à la révolte armée. Leurs adversaires, qui avaient utilisé tous les moyens à leur disposition pour les pousser à ce geste de désespoir, en profitèrent pour établir un régime d'exception. La constitution de 1791 fut suspendue et le Conseil spécial exerça des pouvoirs dictatoriaux sous la protection de l'armée britannique. Celle-ci était alors commandée par John Colborne que nos ancêtres ont surnommé le « Vieux Brûlot » pour rappeler ses méthodes d'éducation politique auprès de la masse canadienne-française.

En 1841, entra en vigueur l'Acte d'Union. Celui-ci réduisait les Canadiens français au statut d'une minorité linguistique impuissante dans un pays qui, en fait, n'était plus leur patrie depuis la Conquête. Lord Gosford, l'ancien gouverneur du Bas-Canada, signataire de l'ordre d'arrêter les chefs patriotes qui eut pour effet de déclencher le soulèvement armé, déclara à la Chambre des Lords que cette mesure était « des plus injustes et des plus tyranniques ».

De 1842 à 1867, les chefs politiques canadiens-français qui participèrent au gouvernement du Canada-Uni, le firent à titre de représentants d'une minorité. Ils avaient dû renoncer au programme de libération nationale du parti patriote et aux idéaux des 92 Résolutions. L'échec de 1837-1838 et la répression militaire aveugle qui s'ensuivit les avaient rendus très prudents et fort dociles. LaFontaine, Morin et Cartier s'efforcèrent de convaincre la majorité britannique du pays qu'ils acceptaient son leadership politique et économique. En retour, ils obtinrent quelques concessions en faveur de la langue française et reçurent la permission de conserver un système légal qu'ils croyaient nécessaires à la survivance de la collectivité canadienne-française. De son côté, l'Église, profitant de la perte de prestige des dirigeants laïques auprès de la masse du peuple, s'assura graduel-

lement une position privilégiée au sein de la société franco-québécoise.

L'institution du régime fédéral de 1867 et la création de la province de Québec consacrèrent le Grand Compromis conclu à l'époque de l'Union entre les politiciens anglophones et francophones, la bourgeoisie anglo-canadienne et l'Église québécoise. Les *British Americans*, devenus les *Canadians*, s'approprièrent sans contestation possible l'administration politique et économique du Royaume du Canada. À l'intérieur de la province de Québec, dont il avait bien fallu accepter la formation, la minorité anglophone imposa sa langue à la majorité et s'assura le contrôle d'un certain nombre de comtés protégés. Ces deux faits révèlent le caractère nettement antidémocratique de la constitution de 1867. De plus, la puissance économique des Anglo-Québécois, capables de toujours compter sur l'appui inconditionnel du gouvernement d'Ottawa, faisait de cette minorité une véritable caste dominante. La population s'en rendit bien compte lorsque se forma le premier ministère québécois en 1867. La *Bank of Montreal* influença directement le choix du premier ministre.

De 1867 à 1970, les Franco-Québécois ont continué à vivre en démocratie dirigée. La liberté qu'ils ont exercée n'a jamais dépassé les limites qu'ont fixées ceux qui les dominent depuis la Conquête. Leurs élites traditionnelles ont surtout eu pour tâche de leur faire comprendre qu'ils devaient se soumettre aux déterminismes de leur histoire. Chaque fois que les Canadiens français ont tenté de secouer le joug, il ont été vite rappelés à l'ordre. La fièvre engendrée par l'exécution de Riel s'est rapidement diluée dans la chute ignominieuse du gouvernement Mercier. Le sursaut provoqué par la guerre des Boers se limita à une minorité un peu plus politisée que ne l'était la majorité. Les Canadiens français comprirent très bien quels étaient les buts de la politique d'immigration massive adoptée par Ottawa mais ne purent rien faire pour la modifier. Leurs protestations devant le génocide culturel des minorités francophones dans les autres provin-

ces furent stériles. La loi de la conscription durant la Première Grande Guerre donna une fois de plus au Canada anglais l'occasion de rappeler *manu militari* à la population franco-québécoise qu'elle n'avait pas le droit de se poser des questions quand Ottawa a parlé. Au plébiscite de 1942, les Franco-Québécois découvrirent qu'ils ne pouvaient même pas faire respecter un engagement solennel pris envers eux par tous les partis politiques pancanadiens. Depuis la décennie de 1920, ils réclament en vain le respect de la constitution canadienne. Chaque année, Ottawa s'ingénie à étendre sa compétence sachant que la centralisation des pouvoirs lui permet de mieux diriger la démocratie québécoise.

Cette démocratie dirigée a connu deux sommets au cours de la dernière génération. En 1942, 85% des Franco-Québécois refusèrent de relever le gouvernement King des promesses qu'il leur avait faites. Leur vote massif fut ignoré. En 1970, 24% des citoyens québécois ont clairement manifesté leur volonté de remettre radicalement en question la constitution du pays. Privés de la représentation à laquelle ils auraient dû normalement avoir droit à l'Assemblée nationale, ils sont maintenant condamnés devant l'opinion publique qui est subtilement encouragée à les confondre avec les terroristes. En 1885, ceux qui soutenaient Riel étaient accusés de sédition. Les citoyens qui votèrent « NON » au plébiscite de 1942 furent soupçonnés d'être à la solde des Nazis. Décidément, les animateurs de la démocratie dirigée manquent d'imagination ! Les hommes qui ne croient pas en la liberté sont sans talent. Ils ont une mentalité de tortionnaires.

Seule une population politiquement avertie et capable d'exiger les réformes urgentes qui s'imposent mettra fin à un régime arbitraire qui a duré trop longtemps et que les nouvelles générations rejettent. Qu'avons-nous à leur offrir ? La contestation globale ? Celle-ci ne peut conduire qu'à un malheur collectif. Seule la démocratie intégrale, où les règles du jeu seront les mêmes pour tous les participants, assurera une société juste.

# Devant cet octobre tragique

par François-Albert Angers,

président général de la Société Saint-Jean-Baptiste  
de Montréal<sup>(1)</sup>

## Le refus de dialoguer a amené les terroristes

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, qui n'a jamais été favorable à la violence et a toujours poursuivi sa défense des intérêts francophones avec l'arme de l'étude et de l'argument validé par des principes et des preuves, ne sait malheureusement que trop ce que pèse le mépris manifesté envers les idées par les pouvoirs établis, souvent plus préoccupés de la défense de leurs intérêts que du souci du bien commun et de service des idéaux ou aspirations de la communauté.

Depuis au moins 25 ans, pour ne pas parler des cent ans d'injustice que le rapport Laurendeau-Dunton lui-même reconnaît pleinement, elle voit avec effarement les aspirations de la communauté francophone québécoise constamment contrecarrées par le gouvernement fédéral, au mépris même de la constitution canadienne à laquelle l'autorité elle-même ne s'est pas gênée pour faire violence, en y mettant souvent en plus le ton de l'arrogance.

---

1 — Nous avons omis le début où il était montré que la surdité constante des gouvernants créait un barrage entre eux et les injustices dont souffrait tout un peuple, pour en arriver au c eur même de cette argumentation éclairante. N.D.L.R.

Au moment même où tous les événements que nous connaissons se déroulent dans Québec, le discours du Trône d'Ottawa annonce une nouvelle violation flagrante par la création d'un ministère des Affaires municipales. Depuis ces vingt-cinq ans, le rouleau compresseur de la centralisation fédérale a avancé sans cesse sans aucun égard pour les cris des victimes, pour les protestations les plus légitimes et les plus démocratiques selon le système établi lui-même quand elles se manifestent, comme ce fut constamment le cas, par un gouvernement dit « provincial » validement élu, selon les termes mêmes de notre constitution actuelle, par le peuple du Québec. De ce fait, le peuple du Québec s'est trouvé empêché de se donner la politique sociale et économique qu'il désirait pour son développement et son bien-être, sauf dans les cadres d'une politique fédérale dont les insuffisances pour les besoins du Québec n'ont cessé de se révéler chaque jour plus évidentes.

Il y a déjà dix ans, sous l'influence même des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, fut mis en branle un mécanisme qui avait justement pour objet de révéler aux gouvernements les volontés du Québec, et leur permettre d'entreprendre au plus vite — car à notre avis, nous l'avons assez dit, il y avait urgence — les réformes essentielles. Au lieu de prêter aide et attention aux États Généraux (sauf sous le gouvernement Johnson qui accorda une certaine aide et a d'ailleurs soulevé des espoirs qui calmèrent les esprits), les milieux gouvernementaux, les milieux d'affaires, les milieux fédéralistes à l'ancienne mode en général, ont préféré mépriser et dénigrer cette initiative qui marqua le signe des temps et montra les voies de solution. Pendant ce temps, la montée évidente de la pensée indépendantiste sur le plan électoral révélait assez l'urgence des révisions indispensables; mais encore là on préféra se boucher les yeux, puis se réjouir et déclarer victoire éblouissante du fédéralisme dans Québec le cul-de-sac invraisemblable du 29 avril. Pour avoir refusé de discuter valablement avec des groupes modérés, nos gouverne-

ments en sont réduits aujourd'hui à devoir négocier avec des terroristes. La leçon sera-t-elle comprise ?

### **Urgence d'un redressement social, économique et politique**

Les événements qui se sont déroulés indiquent malheureusement que la leçon n'a pas été comprise.

Devant la tournure affreuse des événements, tournure qui a constitué en définitive une première défaite des autorités, aux mains des terroristes, qu'avons-nous vu ? Une réponse policière et militaire, dirigée en définitive non pas seulement contre des coupables, mais prenant l'allure d'une occupation militaire contre toute une population soupçonnée en bloc de conspiration contre l'État, et à qui au surplus on impose d'en payer doublement le prix.

### **Dénonciation des abus policiers**

Tout en comprenant la nécessité d'une action policière vigoureuse pour tâcher d'atteindre rapidement les terroristes, nous réprouvons vivement, comme tous les autres corps intermédiaires qui l'ont fait jusqu'ici, et avec eux, le mépris des plus élémentaires droits de l'homme et du respect de la dignité humaine dans la façon de mener les perquisitions et les arrestations. Si l'état d'urgence était vraiment si ressenti, le gouvernement n'avait pas besoin de recourir à une loi qui équivaut à déclarer le pays en état de guerre ou d'insurrection : les Communes qui siégeaient auraient pu en quelques heures donner au gouvernement les pouvoirs spéciaux nécessaires pour faire face à la circonstance, ou ratifier rapidement des décrets ministériels qui auraient été passés pour parer à ce qui pouvait être vraiment le plus pressé. Ce faux juridisme de la « loi extraordinaire qui n'existait pas » nous apparaît comme un nouveau prétexte pour dramatiser une situation, déjà pourtant assez dramatique, et se donner le capital politique du « Québec que l'on n'hésitera pas à

mettre à sa place », y compris par l'usage de la force au besoin.

Mais tout cela eût pu être un mal pour un bien, si en même temps, nos chefs d'État, à tous les niveaux, avaient su prendre une véritable conscience de la situation, dont la réalité n'échappe même plus aux observateurs internationaux un peu au courant, et s'ils avaient annoncé à la population leur résolution de prendre des moyens non moins vigoureux pour opérer un redressement de la situation économique, sociale et politique.

### **Réprobation d'un faux purisme**

Un homme est mort. Il a été victime non seulement des assassins, mais d'une décision prise par des puristes de l'Ordre. Mais se sont-ils demandés, ceux-là, s'ils étaient eux-mêmes politiquement assez purs pour être justifiés d'un tel arrêt ? L'Ordre même que leur politique a voulu défendre était-il lui-même si parfaitement juste, qu'il validât une telle réclamation de sacrifice de celui qui y fut forcé ? La situation faite au peuple francophone du Québec à travers les jeux politiques d'un faux fédéralisme d'occupation, a-t-elle été assez parfaitement marquée des signes du respect du Droit des peuples, pour vouloir la sauver en se lavant les mains du sort d'une vie qui a dépendu d'eux ? Et voilà que son sacrifice consommé, rien n'indique qu'ils s'en croient au moins tenus de descendre sur la place publique pour y procéder à leur propre examen de conscience, et faire ainsi que ce sacrifice ne soit pas vain.

Nous l'avons dit dans notre précédente déclaration, et ainsi pensait le premier ministre du Québec lui-même quand il n'était qu'aspirant-chef de son parti : les événements qui se sont déroulés chez nous au cours des dernières semaines ne sont pas un phénomène spontané ni superficiel. Ils sont le pourrissement d'une situation malsaine qu'on laisse sans solution depuis longtemps; bien pis, qu'on refuse de reconnaître pour ce qu'elle est et qu'on s'acharne à vouloir régler en se servant des

ambiguïtés du vote populaire en suffrage universel pour imposer au peuple des vues et des politiques qu'il ne partage pas et qu'il n'approuve pas vraiment.

### **L'échec d'une politique de puissance et d'atermoiements**

Il est donc urgent qu'en haut lieu, on prenne conscience du fait qui crève les yeux de ceux qui ne se refusent pas de les ouvrir à la réalité : ces événements récents sanctionnent définitivement l'échec de la politique d'arrogance constitutionnelle qui nous vient d'Otta-  
wa et du Canada anglais, et des atermoiements du court terme qui nous viennent de Québec.

Comment M. Bourassa, à Québec, n'a-t-il pas pris conscience du fait que le résultat de son élection l'obligeait, s'il voulait vraiment gouverner démocratiquement le Québec selon la volonté de la majorité, à modifier profondément le programme sur lequel il s'est fait élire ? Ce programme ne s'est trouvé finalement ratifié en majorité que par l'opinion anglophone, qui constitue moins de 20% de la population, et par pas plus de 30% de la population francophone, qui en forme plus de 80%. Comment n'a-t-il pas compris, par le vote péquiste de tant de comtés ouvriers de Montréal, que les travailleurs eux-mêmes ne voient pas uniquement le problème en termes de prospérité économique ? Comment a-t-il pu ne pas tenir compte du fait qu'environ 30% de cette population francophone (c'est-à-dire autant d'appui qu'il en a reçu) a voté pour un parti qui proposait formellement la réalisation rapide d'un Québec souverain ? Comme chacun sait qu'une forte proportion des votes qui sont allés à l'Union nationale et au parti créditiste sont, ou bien déjà disposés à accepter une politique d'indépendance pour le Québec, ou en tout cas très fortement motivés par des idéaux nationalistes, au moins la moitié de la population francophone du Québec attache donc autant et même pour un bon nombre plus d'importance aux aspects nationaux des problèmes québécois qu'à leurs aspects proprement économiques et sociaux détachés du contexte national.

### **L'urgence d'un vrai gouvernement populaire**

Si nos gouvernements ont encore quelque sens commun, ils doivent vouloir, dans les difficultés actuelles, se rapprocher du sentiment populaire et s'appuyer davantage sur une population laissée libre de s'exprimer vraiment, au-delà de ses peurs, dans des mécanismes appropriés de participation, où toutes les opinions seront sérieusement prises en considération à leur mérite propre. C'est un mythe dangereux que de vouloir s'en remettre pour cela en pareille crise à la seule expression que représente le vote populaire à des élections générales. Si ce mode d'expression était si satisfaisant, nous qui le pratiquons depuis cent ans, nous ne nous trouverions pas aujourd'hui affrontés aux problèmes extrêmement graves et aigus que nous connaissons. Il n'est pas vrai que le peuple pense nécessairement en tout et sur tout comme celui qu'il a élu, quelle que soit l'importance du vote qu'il lui a donné. A fortiori est-ce encore plus délicat de se prétendre représentatif de la pensée populaire devant un résultat comme celui du 29 avril dernier.

Si nos gouvernements sont sérieux et vraiment soucieux de démocratie dans nos temps difficiles, c'est l'expérience des États généraux, élargie, perfectionnée, approfondie, que nos gouvernements devraient vouloir reprendre, afin de pouvoir écouter vraiment le peuple parler selon ce qu'il veut. Et la Constituante, demandée par les premiers États généraux, devrait être mise sur pied sans délai dans l'esprit vraiment démocratique de donner au peuple du Québec l'occasion de se donner le régime politique et constitutionnel qu'il désire. Ce sont là, à notre avis, des priorités plus prioritaires que toutes les autres, si impérieuses que soit, de toute évidence, la mise en train d'une politique vigoureuse de plein-emploi et de développement économique au Québec.

### **La pauvreté seule n'explique pas tout**

Il faut en finir avec l'erreur de croire que tous les malaises de notre société québécoise sont seulement

d'ordre économique et social, sans égard aux cadres politiques dans lesquels nous vivons. Notre histoire tout entière prouve le contraire, même si les malaises économiques et sociaux prennent en diverses circonstances un relief plus accusé en raison même de leur accentuation.

Plus importante que la pauvreté, comme facteur de malaise politique et social, il y a, comme le faisait remarquer un journaliste français en parlant du Québec, — « il y a l'humiliation ». Encore plus que de ce qui nous manque quantitativement, le malaise du Québec est fait des multiples refus que notre société oppose à la personne, à la reconnaissance de son identité et de son droit à la fierté. Et tout particulièrement du refus qui nous est opposé depuis deux cents ans de reconnaître notre identité française comme collectivité libre de s'épanouir dans l'exercice de ses droits nationaux, à travers lesquels doivent s'interpréter l'application des droits individuels et les politiques sociales dans le gouvernement de soi-même.

Par suite, pendant le temps qu'il faudra pour réaliser même les programmes économiques et sociaux minimums qui sont considérables du fait même de l'aggravation persistante de notre situation depuis tant d'années, nous courrons à l'échec si un nouvel esprit n'est pas insufflé dans le corps social. Et ce souffle nouveau devra venir d'en haut et se manifester chez ceux qui ont été élus pour nous gouverner, par la substitution de la tendance à l'esprit de service, à la tendance à l'esprit de domination d'une part et de petite politique d'autre part.

Oui, un homme est mort. Il est mort victime plus notoire que d'autres des malaises de notre société. Sa mort crie vengeance au ciel. Elle crie vengeance contre ceux qui ont perpétré l'acte ignoble lui-même. Mais n'oublions pas qu'elle criera vengeance également contre ceux qui ne sauront pas tirer les leçons appropriées. Cela s'adresse à nous tous et nous invite à la gravité

dans tout ce que nous disons ou faisons; mais cela s'adresse avant tout à ceux qui sont en autorité et à qui une telle mort lance le défi de l'avertissement et de la prise de conscience de leurs propres erreurs ou aveulements.

Nul organisme plus qu'une Société Saint-Jean-Baptiste ne peut être sensible aux appels à l'union et à l'unité dans les moments critiques. Mais l'union dans l'unité ne saurait jamais être unilatérale et devenir un prétexte pour permettre à des politiciens d'imposer leurs vues au peuple et de réduire l'opposition au silence. La voie de l'union est dans une préoccupation aiguë de justice et de vérité chez les gouvernants, afin de pouvoir aller au peuple pour lui donner ce qu'il veut vraiment et a le droit de réclamer comme étant son bien commun (30 octobre 1970).

# ANGLETERRE — 1970

par Jean Genest

## La frustration

Où en est l'Angleterre en 1970 ? Cette question a une extrême importance dans le monde international, c'est même devenu la grande question en Europe. Pays de 56,000,000 d'habitants, l'un des plus avancés et des plus civilisés d'Europe, il s'impose par sa seule présence. Mais les gloires passées n'arrivent pas à taire les doutes sur l'avenir de l'Angleterre contemporaine. On la présente souvent comme la grande malade de l'Europe.

Nous nous souvenons avoir mené une étude assez fouillée sur l'Angleterre de 1960, dans l'Action nationale (mai-juin 1959, p. 448), où nous avons étudié comment le partage égalitaire des souffrances et des sacrifices nécessaires après une guerre qui avait considérablement appauvri le pays, l'avait obligée à se tourner résolument vers le socialisme, l'excellence scientifique et le Marché Commun.

Nous venons de séjourner en Angleterre et les différences entre 1960 et 1970 nous ont paru extrêmement significatives. Toutes les rencontres et toutes les observations peuvent se résumer en un mot : la frustration. La chute rapide des illusions enlève les espoirs de jamais reprendre le leadership de l'Europe. Le mécontentement donne comme conséquence une certaine agressivité qui n'existait pas hier. (Time, 14 septembre 1970, p. 70 et U.S. News and W.R., 14 septembre, p. 37.) La déception chronique prend des formes malsaines.

## De l'empire

La première déception vient de la perte de l'Empire et de la conscience nouvelle que le Commonwealth n'est qu'un ersatz sans valeur et sans portée. Il semble que cette situation ne cesse de gagner des couches de plus en plus profondes de la conscience anglaise. Les Anglais se voient un peu comme les Espagnols du 18<sup>e</sup> et du 19<sup>e</sup> siècle quand ils eurent perdu leurs conquêtes et se mirent à vivre de souvenirs. Ou encore comme la France réduite à son hexagone et dont les musées renferment les gloires du passé comme pour mieux faire oublier les difficultés du présent. Les musées, pilules contre le triomphalisme. La comparaison entre hier et aujourd'hui engendre une frustration amère.

Les Anglais ne sont plus certains de la validité des institutions royales. On les attaque plus fréquemment ou on hausse les épaules comme devant un objet de folklore bon pour vieilles femmes. Les Anglais doutent même de leurs institutions parlementaires. Ils voient mieux comment les élections à chaque cinq ans enlèvent l'esprit de suite, toute planification valable et empêchent les fortes personnalités de trouver les solutions désirables. Ils vont d'élection en élection, dominés par des hommes moyens dont la vraie personnalité est de n'en pas avoir trop. Les Anglais, devenus mécontents, restent sceptiques sur leurs oeuvres et ils se rappellent le mot de Churchill : « La démocratie est la pire forme de gouvernement, si l'on excepte les autres. » Un grincement et un sourire mais le grincement est là.

## De l'après-guerre

Leur deuxième forme de déception leur vient des conséquences de la guerre. Les Anglais ont gagné la guerre. Ils en sont certains au point de minimiser — jusqu'à l'oublier — l'apport du Canada et des États-Unis. Or l'Angleterre n'achève pas de se remettre des pertes dues à la guerre. Elle voit le Japon et l'Allemagne de l'Ouest, ennemis terrassés hier, aller de prospérité en

prospérité, la dépasser au point de vue du commerce extérieur. Elle finit par croire qu'en fin de compte c'est elle qui a perdu la paix. Les budgets ne s'équilibrent pas. Le chômage est endémique. L'équipement industriel n'est pas renouvelé. Les grèves font perdre des millions de journées de travail. Bref, il y a un effet d'érosion sur les courages et la volonté de vaincre qui porte les Anglais à accuser tout le monde.

En 1958, l'Angleterre fut invitée à signer à Rome le traité du Marché Commun européen. Elle refusa, incertaine qu'elle était d'elle-même. Au témoignage de M. Herman Kahn, directeur du Hudson Institute, « l'Angleterre n'est plus vraiment dans la compétition mondiale ». Sa décadence n'est pas rapide mais les esprits lucides la voient. Ils ne la croient pas inexorable. Que la remontée ne soit pas plus rapide, ils en accusent les gouvernements qui, depuis la guerre, n'auraient été que médiocres et incapables des grandes prévisions sur les transformations du monde.

### **Du socialisme**

Les critiques se font volontiers acerbes lorsqu'elles attaquent le socialisme du parti travailliste anglais. Les Anglais reconnaissent volontiers que le parti travailliste a probablement évité une guerre civile à l'Angleterre et que sa répartition forcée des revenus individuels et corporatifs par les impôts a été une oeuvre juste et nécessaire afin de distribuer entre toutes les classes sociales anglaises le fardeau des dettes et des sacrifices à rencontrer. Sur \$25,000 imposables, le gouvernement en prend \$18,250. L'Angleterre est actuellement le pays le plus taxé au monde.

Ceci dit, les Anglais ne se privent pas pour attaquer le socialisme du parti travailliste. Ils l'accusent d'avoir empêché tout réinvestissement des profits dans l'équipement industriel. Les impôts sont si élevés que les industriels ne peuvent acheter la machinerie moderne nécessaire pour la concurrence mondiale. Par exemple

les ports anglais ne sont pas suffisamment équipés pour recevoir les grands *tankers* et manoeuvrer le transport par *containers*. Les petites et moyennes industries posséderaient, en général, des machineries démodées. L'automatisation serait en retard. L'industrie automobile n'arrive pas à surmonter la concurrence étrangère, celle de l'Allemagne, de la France et de la Suède. Chaque jour les journaux britanniques apportent des exemples d'inefficacité et de bureaucratie dont la somme explique les difficultés de l'exportation des produits anglais. On en accuse la centralisation excessive et les nationalisations du socialisme anglais (chemins de fer, gaz, fer, etc.).

Beaucoup plus profondément on accuse le socialisme anglais, par méfiance des initiatives individuelles, de tuer la véritable recherche et ses applications aux techniques industrielles. Les meilleurs cerveaux, c'est-à-dire les ingénieurs, les chercheurs, les savants en science atomique, émigrent partout là où ils peuvent trouver de meilleures conditions de travail et plus de liberté. La saignée est considérable au point qu'une entreprise chimique allemande, à la recherche d'experts, aurait obtenu, à la suite de la publication d'un carreau publicitaire, plus de cent cinquante demandes de renseignements de la part d'Anglais saturés par le régime étouffant et sans horizon du socialisme anglais.

Les médecins, du moins les meilleurs, désireux d'échapper à la médiocrité des soins à la fournée, émigrent en nombre considérable, laissant la socialisation de la santé descendre vers un échec relatif. Le poids de l'assurance-santé est tel qu'il grève tous les budgets du gouvernement au-delà du raisonnable. Le programme d'assurance-maladie qui, selon les pronostics de 1964, devait coûter environ 175,000,000 de livres par année, atteignait, en 1966 un coût total de 1,300,000,000 de livres. Et le coût allait en augmentant. Le gouvernement ne pouvait plus l'absorber. Le corps médical, payé à l'acte médical, se détériorait et les médecins émigraient.

Le standard des hôpitaux, l'enseignement universitaire et les centres de recherches sont atteints lentement et sûrement. Dans l'enseignement, c'est la même chose : on accuse le gouvernement socialiste d'avoir tellement combattu les classes sociales qu'il a opéré un nivellement du standard académique au point que l'avenir des universités est menacé. Bref, les sujets de plaintes s'accumulent. Les Anglais ne voient partout que déception et se demandent ce que demain réserve à l'Angleterre.

### Des syndicats

Nul sujet ne les brûle davantage que la question des grèves. Les syndicats sont accusés de former un État dans l'État. Ce sont eux qui dictent leurs volontés à l'Angleterre par le truchement du parti travailliste. Ils sont trop nombreux dans la construction et l'industrie. Les patrons sont toujours dans l'incertitude parce qu'un groupe d'ouvriers appartenant à tel syndicat peut paralyser toute la manufacture ou toute une branche de l'industrie. Plusieurs entreprises importantes doivent entreprendre des négociations avec près de vingt syndicats différents. Qu'un seul ne marche pas et toute l'usine est arrêtée (12,000,000 de jours de chômage en 1970). Ainsi les patrons ne peuvent exécuter leurs commandes à l'expédition avec la sécurité nécessaire. Une grève de GKN Sankey Ltd. (5,000 ouvriers), spécialisé dans la construction de parties d'automobiles, a entraîné l'arrêt de travail de 35,000 ouvriers de l'automobile. La British Layland Motors dut acheter des roues en Espagne, de la vitre en Italie et en Belgique. De nombreux contrats ont été perdus. Autre exemple : lors de la récente grève des débardeurs anglais, 47,000 hommes ont pu faire perdre près d'un milliard de livres sterling à l'industrie et au commerce anglais. Or avec l'arrivée des *containers*, les ports anglais pourraient donner un service plus efficace avec seulement 20,000 débardeurs. Les syndicats refusent une réorientation de l'emploi pour les débardeurs surnuméraires. Les prix de toute exportation deviennent prohibitifs et les services trop lents, sans compter le

vol organisé sur les quais. Les syndicats anglais n'ont pas bonne presse.

Lors de la récente grève des *dockers*, les restaurants annoncèrent à leurs clients une hausse de *six pences* sur tous les repas et les vendeurs de fruits au coin des rues en firent autant. L'épicerie connut près de 300 hausses de prix. Au total les prix de détail ont augmenté de 7.7% cette année. Le téléphone, les trains, les métro, les timbres ont dû augmenter leurs prix. L'opinion publique devient virulente.

### De l'avenir

Il ne lui reste qu'une porte de sortie, celle de son entrée dans le Marché Commun. Le risque est immense. Les syndicats devront se réorienter, se fusionner, s'ajuster à une concurrence européenne. Des industries non rentables devront disparaître, d'autres devront demander l'aide accrue de l'État. Des cartels devront se former. Des centres de recherches devront se multiplier. Depuis 1958, toute l'Europe connaît cet immense remue-ménage colossal où des entreprises italo-françaises ou américano-allemandes s'amalgament pour faire front à la concurrence aux proportions nouvelles. L'Angleterre saura-t-elle trouver une formule où l'État verrait à accélérer les équipements collectifs sans nuire aux initiatives privées et organiserait les centres de recherches pour éviter la fuite des meilleurs intelligences. L'oeuvre de justice qui vise à réduire l'écart entre les fortunes, ne doit pas détruire la recherche de l'excellence et les impératifs nouveaux de l'organisation du *management*. Encore une fois la recherche de la justice ne doit pas être un obstacle à la volonté de faire face intelligemment au changement, par un art nouveau de l'organisation industrielle et technique.

Le socialisme du parti travailliste a certainement manqué d'envergure dans sa vision du futur, il a aussi manqué de confiance dans les hommes, c'est pourquoi on l'accuse d'avoir étouffé l'essor de l'Angleterre. Il n'a

pas vu comment la Communauté européenne à créer demandait une conception multinationale et multiculturelle qui fonctionnerait sur un modèle fédéraliste, selon certains axes choisis. L'insularité anglaise est une maladie d'après-guerre qui a failli conduire l'Angleterre à la faillite. On parle en septembre 1970 d'une autre dévaluation de la livre anglaise. Elle paraît inévitable. Mais l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun pourrait devenir l'entreprise la plus importante du monde entre 1970 et 1980. Beaucoup d'Anglais le voient ainsi mais avant d'y arriver, ils voient bien les difficultés intérieures : un socialisme myope, sans dynamisme véritable, un syndicalisme apeuré et égoïste et une monnaie malade.

Si les Européens ont pu surmonter leurs propres difficultés, pourquoi les Anglais ne le pourraient-ils pas ? Ils affirment que c'est en nageant qu'on devient nageur, c'est-à-dire qu'en entrant dans le jeu européen on apprend à devenir européen. Tout le monde devra apprendre que l'isolement ne conduit qu'à la décadence tandis que la coopération européenne ouvre des perspectives où le progrès deviendra normal. « Par l'intermédiaire d'agences fédérales créées en commun, le Marché Commun aboutirait selon M. Kahn, à une égalité de puissance avec les États-Unis et l'Union Soviétique. Il aurait, du même coup une supériorité évidente sur le Japon... Sous la pression de cette concurrence, ces différentes puissances seraient amenées sans doute à de nouveaux et spectaculaires projets dans le progrès mondial. »

## De sa jeunesse

Toutes les frustrations et les désirs d'aliénation qui s'emparent de l'Angleterre d'aujourd'hui semblent synthétisés dans une certaine partie de sa jeunesse. La descendance des Beatles et les consommateurs de *Carnaby Street* ne semblent pas heureux. Ils ont le visage fermé, dur. Vous les rencontrez à Piccadilly Circus où des constables ne leur permettent pas de s'étendre comme des parasites publics ou des coquerelles de monuments. Alors ils tournent en rond. Ils cherchent

un excitant. Ils cherchent des oublis. Sales avec ingéniosité, traînants et oisifs avec entêtement, ils paraissent accepter leur rôle de parasites de la publicité et ils se laissent photographier *ad nauseam*. Le nombre des filles mères, des avortements et des syphilitiques augmente en flèche. Comme l'Angleterre ils semblent incertains de leur rôle dans le monde contemporain. Ils chantent des tristesses et des amours passées sur une musique qui détonne et suinte l'ennui collectif. Ils auraient besoin d'une grande cause, d'une grande personnalité, d'un chef-d'oeuvre à accomplir et ils n'entendent parler que de grèves, de chômages et de récessions. Ils souffrent de n'avoir confiance en personne, pas même en eux-mêmes. N'est-ce pas un peu la maladie du siècle ? En 1960, l'Angleterre connaissait des espoirs enthousiastes. En 1970, elle paraît vidée, mélancolique et incertaine. Pourtant le vrai rendez-vous est en 1980. Saura-t-elle opérer d'ici là sa remontée décisive ?



# Pour un Conseil supérieur des écoles catholiques du Québec

par **Louis Bouchard**

Le vice fondamental de notre système scolaire actuel, il est énorme, il crève les yeux, il crée, dans l'éducation, des dégâts inouïs, que nous n'aurions même pas imaginés sous l'ancien système et qui vont grandissants.

Le voici :

Tous les pouvoirs ont été centralisés dans les mains d'un ministre. Mais comme les ministres passent, et rapidement, alors que les fonctionnaires demeurent, toutes nos écoles tombent en pratique sous la domination d'une petite armée de fonctionnaires, les uns plus puissants que les autres, qui ne sont ni élus, ni vraiment responsables devant la population et qui appuient cependant toutes leurs décisions sur « les politiques établies, » dont ils tiennent les ficelles.

En d'autres mots, nous avons *supprimé les corps intermédiaires responsables* et *établi un système de type totalitaire*.

Les dégâts sont de trois ordres :

- a) *sociaux* : conflits grandissants entre *les parents* et les commissions scolaires d'une part, et ce pouvoir des fonctionnaires d'autre part;

- b) *économiques* : l'enseignement coûte de plus en plus cher en équipement, en salaires inutiles, versés à des équipes régionales de fonctionnaires qui imposent aux milieux des politiques que les parents et les éducateurs jugent néfastes;
- c) *éducatifs* : nos écoles ne savent plus quel ordre de valeurs doit sous-tendre l'éducation. — L'État se doit d'être, en un sens, neutre. La neutralité se transmet à l'école, à l'enseignant. Il n'y a plus de certitudes ni en morale, ni en religion. Nos enfants, nos adolescents sont parqués comme un troupeau sur des campus géants, où l'entreprise d'éducation est devenue extrêmement compromise. Peut-on parler, dans ces milieux, d'école catholique et d'éducation chrétienne ?

Dans leur recherche du sens de la vie, nos jeunes sont isolés dans l'anonymat, coupés de relations humaines interpersonnelles avec ceux qu'on appelle parfois encore les éducateurs; ils voient devant eux des donneurs de cours, des spécialistes, qui n'ont ni le temps, ni souvent le goût et l'occasion de leur donner, par un témoignage personnel et libre, la vision chrétienne de l'homme, l'éclairage de la foi. Il faut dire aux jeunes, qui cherchent l'absolu, l'authentique, les valeurs permanentes, il faut leur dire qu'il n'y a pas d'espoir pour l'homme, hors de la foi en Dieu, hors de l'amour total dont la source est Dieu.

L'éducation chrétienne c'est en même temps l'enseignement et le témoignage. C'est en même temps la *vie* de l'éducateur et son dévouement, son amour gratuit pour l'enfant qui lui est confié.

L'école est-elle encore, au Québec, un milieu d'éducation chrétienne ? Voici donc les questions qui se posent aujourd'hui à nous, les parents :

- a) Les professeurs qui enseignent aujourd'hui, dans nos écoles, croient-ils, oui ou non, qu'ils ont *un mandat* comme éducateurs chrétiens ?

- b) Devons-nous assurer l'éducation de nos enfants autrement que par l'école, celle-ci ne donnant que l'instruction ?
- c) Je ne voudrais pas poser une troisième question qui serait la suivante : l'école doit-elle donner une éducation morale, sociale, civique, qui serait *non confessionnelle*, et laisser à la famille et aux Églises le soin de l'éducation religieuse ?

Je ne voudrais pas poser cette troisième question, et vous savez pourquoi. Allez visiter nos CEGEP « neutres », questionnez nos jeunes étudiants et jeunes professeurs des écoles polyvalentes, sur la « *morale naturelle*, » l'éducation sexuelle, l'amour, la justice sociale, le mariage, l'avortement, la violence, etc. Vous verrez qu'une morale naturelle dégagée de toute foi, de toute religion, d'une conception spiritualiste de l'homme, ça n'existe pas, que cela conduit à n'importe quoi, y compris l'absurde, le suicide, la barbarie et le crime.

L'école n'est jamais neutre, ni multi-confessionnelle, parce que l'éducation ne peut pas être neutre.

L'école, comme l'éducation, est toujours confessionnelle. Si elle n'est pas chrétienne, si elle place Dieu et la religion en marge ou en dehors de l'éducation de la morale, de la vie de l'étudiant, elle est anti-chrétienne, dans les faits, par ses silences, avant de s'expliciter dans des théories.

Je vous ai posé le problème, je vous propose maintenant la solution. *Cette solution* s'appuie sur trois données préalables :

- a) La famille chrétienne a besoin de l'école pour assurer l'éducation des enfants. Autrement, l'école pourrait détruire ou empêcher l'action efficace des parents. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'abandonner toute l'éducation à l'école seule mais de s'assurer que la famille et l'école travaillent de concert, appuyées sur des valeurs et une foi communes.

b) Il n'appartient pas à l'ÉTAT de définir l'école catholique, de lui fixer son ordre de valeurs. C'est là le privilège exclusif de la communauté chrétienne, parents, éducateurs, pasteurs, agissant en Église. Le rôle de l'État, au contraire, est de faciliter l'exercice du droit des parents chrétiens, qui optent pour cette école catholique, sans préjudice, pour les parents qui désirent un autre type d'école. Le rôle de l'État n'est pas d'instaurer, pour tous, l'école non confessionnelle, ou de définir son propre type d'école confessionnelle, au nom du pluralisme. C'est de donner aux divers groupes, dès lors que leur nombre le permet, l'école de leur choix.

c) Le bien commun, dont l'État est le gardien, ne confère pas à l'État un « magistère en éducation ». Il comporte pour l'État des devoirs :

a) de distribuer les fonds de l'éducation en justice distributive, sans discrimination de religion ou de langue, de classe sociale

b) de voir à ce que toute école publique, qu'elle soit catholique ou autre, accueille les familles et les enfants qui désirent la fréquenter, et respecte leur liberté de conscience en reconnaissant les parents comme premiers responsables.

L'École catholique que veulent les parents chrétiens, celle que recommandent nos évêques et le Concile Vatican II c'est une école ouverte, accueillante pour les non-catholiques, qui respecte pleinement la liberté de conscience des jeunes dans le cheminement de leur foi et celle des familles des non-catholiques.

Dans le monde d'aujourd'hui, les écoles catholiques ont une clientèle de 40 millions. Or 1/6 de ces clients ne sont pas des catholiques. En Europe comme au Québec et aux États-Unis, les écoles vraiment catholiques, publiques ou privées, sont souvent le choix de familles non-catholiques, à cause de la qualité de l'éducation qu'on y trouve, qui est une éducation de la liberté.

Je vous ai posé le problème commun des familles catholiques de notre province, dans notre système scolaire actuel. Je le redis en deux mots :

L'ÉTAT A PRIS TOUS LES POUVOIRS SUR NOS ÉCOLES; NOUS N'AVONS PLUS DE CORPS INTERMÉDIAIRE RESPONSABLE ET REPRÉSENTATIF CHARGÉ DE RÉGLER NOS ÉCOLES CATHOLIQUES.

Je vous soumets maintenant la solution, une solution appuyée sur trois données fondamentales que je viens d'exposer.

La voici : *CRÉONS NOUS-MÊMES, LIBREMENT, UN ORGANISME BIEN REPRÉSENTATIF DE NOTRE COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE, CELLE QUI TIENT À L'ÉCOLE CATHOLIQUE.* Cet organisme doit-être, bien entendu, d'extension provinciale et mandaté par nous pour assurer le maintien et la promotion des écoles catholiques.

Je vous propose, à titre de parents, de faire partie d'un organisme de parents qui désire l'école catholique ouverte, l'autonomie pédagogique vis-à-vis du pouvoir de l'État, qui croit que notre communauté chrétienne a le droit de choisir ses valeurs et d'appliquer dans ses écoles sa philosophie de l'éducation. Telle est la position fondamentale de l'Association des parents catholiques du Québec, position fondée sur les directives de nos évêques, du Concile Vatican II, sur la Déclaration des Droits de l'Homme et même sur la constitution canadienne. Entendons-nous bien : je vous parle d'un corps intermédiaire à créer, qui pourrait s'appeler « Conseil supérieur des écoles catholiques. » Ce Conseil supérieur des écoles catholiques n'existe pas encore, c'est un projet qui a reçu l'approbation unanime des « Assises de l'École 1970 », groupant une vingtaine d'associations. Voici comment l'a défini le proposeur : M. l'abbé Maurice Audet :

1. créer un organisme qui pourrait s'appeler « Conseil supérieur des écoles catholiques. »

2. cet organisme voit à la promotion de l'école catholique et doit être représentatif de la communauté catholique qui veut cette école, publique ou privée : parents, enseignants, administrateurs, agents de pastorale.
3. le Conseil des Assises est mandaté pour mettre sur pied ce Conseil supérieur des écoles catholiques. Son premier mandat est d'inviter à participer à ce Conseil toutes les personnes et les groupements qui optent pour l'école catholique, publique ou privée.

Ce corps intermédiaire devra donc représenter non seulement les parents, mais aussi les enseignants catholiques, les directeurs d'école, les commissions scolaires catholiques, les responsables de pastorale, les étudiants adultes, les universités. Il est évident, toutefois, que *ce sont les parents*, premiers responsables d'éducation et clients vis-à-vis de l'école, qui doivent s'unir en force, pour que ce projet devienne une réalité. C'est par l'A.P.C.Q. que vous serez représentés et servis dans un Conseil supérieur des écoles catholiques.



# Qu'est-ce donc que la langue esquimaude ?

par **Lucien Schneider** o.m.i.  
missionnaire à Fort Chimo, Nouveau-Québec

La langue esquimaude ? Une magnifique cathédrale, un édifice d'architecture remarquable, tant elle est structurée et logique. Ou bien, plus prosaïquement, un jeu de patience aux mille éléments qui s'imbriquent les uns dans les autres, ou plutôt un « *scrabble* »<sup>1</sup> fait non de lettres, mais de radicaux, de désinences et d'infices : telle est cette langue flexionnelle et agglutinante.

## Une langue flexionnelle

Elle est flexionnelle, comme le latin et comme le grec : elle a déclinaisons et conjugaisons. Le latin a cinq déclinaisons substantives, le grec trois; l'esquimaude n'a qu'une *déclinaison* proprement dite, mais *de huit cas* (sujet, complément de nom, complément d'objet, puis quatre cas premièrement locaux mais servant aussi pour le reste, compléments circonstanciels, complément d'agent) et enfin un comparatif d'égalité, l'*aequalis* (qui traduit comme, en... de « en français », « en esquimaude »...). *Pas de genre* : en grammaire, l'esquimaude n'a pas cette sorte de considération, mais *trois nombres* comme en grec : singulier, duel et pluriel. Au total, *vingt-quatre désinences* et assez proches les unes des autres, à chaque cas : mik, ngnik, nik, par exemple pour l'accusatif. Ce qui complique un peu les choses, ce sont les *quatre espèces de radicaux* (des règles d'euphonie s'imposent alors) et aussi les particularités amenées, en outre, par les voyelles longues, par des adjectifs, participes et certains radicaux : il faut bien des exceptions aux règles.

---

1 — Jeu qui consiste à faire des mots et à gagner des points avec des lettres qu'on puise lesquelles ont différentes valeurs.

### Une langue agglutinante

Il y a, par ailleurs, une deuxième déclinaison substantive, mais d'un autre ordre : *le possessif*. En latin, on a des adjectifs, pour chaque personne. En esquimau, même nécessité, évidemment, pour les personnes (l'absence de genre simplifie, là encore, heureusement). La différence, c'est que l'esquimau est synthétique, agglutinant pourrait-on dire, si le dictionnaire Larousse qui définit l'agglutination par « agglomération de radicaux » permet qu'on entende par là, non seulement des radicaux proprement dits (bases de mots), mais aussi *les affixes* qui ont un sens, certes, mais ne sont essentiellement que des particules et non des bases de mots. L'esquimau, donc, ajoute au nom pour la personne une particule (d'une lettre parfois) et la déclinaison recommence aux huit cas, calquant, d'assez près, la première déclinaison. La complication vient ici des trois nombres, du fait qu'ils s'appliquent aux deux facteurs composants : le substantif-base d'une part, l'objet, et d'autre part, le possesseur qui peut être singulier, duel ou pluriel à chaque personne et là, les duels objectifs, subjectifs et surtout les doubles duels à chacune des personnes, nous emmènent dans un labyrinthe où les Esquimaux semblent se perdre eux-mêmes : les grammaires n'ont pas encore fait la pleine lumière sur ce point.

A celles des noms, il faut ajouter *une déclinaison démonstrative*. Le latin n'en manque pas : hic, iste, ille. Là encore, l'esquimau n'en a qu'une où la philologie peut retrouver quelque peu la déclinaison primaire amalgamée d'un « na » source de radicaux rapportant au lieu (substantifs et surtout verbes) et les terminaisons de Kina ? qui ?, Shuna ? quoi ? Mais plutôt que de « philologuer », il est plus simple d'apprendre tout de go cette déclinaison spéciale avec les huit cas. Les nombres sont encore voisins : m, ngn, n; mik, nik indiqués, tout à l'heure, deviennent minga, ninga et une particule caractéristique s'insère comme pour les possessifs : o au singulier, ko au pluriel mais ceci retombe dans la philo-

logie. Si la déclinaison est une, le vocabulaire, lui, brille par son abondance : *une foule de démonstratifs* qui indiquent d'eux-mêmes position ou condition de l'objet sans faire appel à nos adverbes en haut, en bas, près, loin, présent, absent... Du synthétique encore.

A chacun, adjectif ou pronom selon qu'il détermine un nom ou tient sa place, correspond un adverbe (ici, là) avec déclinaison identique aux quatre cas locaux (et rien qu'eux évidemment).

Faut-il parler des déclinaisons de pronoms personnels, aux deux personnes que ne rendent pas ces démonstratifs à la troisième personne ? Deux radicaux pratiquement inusités autrement, affublés des terminaisons des 1ère et 2ème personnes possessives (aux trois nombres) avec leurs particules caractéristiques : en gros, une simple particularité de la déclinaison possessive.

### Plaisir de synthèse

Passons aux *conjugaisons*. La première est simple, comme la déclinaison primaire l'était : les trois personnes aux trois nombres, et cela, aux *huit modes* esquimaux : quatre principaux (indicatif, négatif, interrogatif, impératif-optatif) et quatre subordonnés (causatif, conditionnel, gérondif (un participe présent qui se conjugue) et le participe actif; ce dernier qui se conjugue aussi, peut de plus se décliner à la 3ème personne comme les autres participes, actifs et passifs; même déclinaison que les adjectifs). Les quatre classes de radicaux et les lois d'euphonie (les mêmes) reviennent ici.

Où l'avalanche arrive, c'est dans la conjugaison dite à « forme transitive ». Plaisir de synthèse, la désinence traduit et souvent reflète dans sa composition, le sujet et l'objet, aux trois nombres et à toutes les personnes et leurs nombres : on soupçonne combien de pages peut remplir le tableau d'une telle conjugaison : je te, je vous deux, je vous . . . , nous te, nous vous deux, nous vous . . .

nous deux te..., etc...; tu me, tu nous deux, tu nous..., etc..., etc... On tombe dans les mêmes complications qu'avec les possessifs (il y a, d'ailleurs, parallélisme) et le même labyrinthe pour les duels, doubles duels surtout. Et les lois d'accolage euphonique réapparaissent naturellement.

### Mille et une particules

Agglutination. En disant que l'esquimau est une langue agglutinante, ce n'est pas tant ce qui a été signalé (les particules caractéristiques des possessifs et démonstratifs) que l'on visait. À s'en tenir là, on n'aurait même pas avancé ce qualificatif. C'est à mille et un adjectifs, adverbes, verbes, prépositions, conjonctions de coordination et surtout de subordination que l'on pensait : des particules suffixes qui se déclinent, des infixes qui se composent, se déclinent, se conjuguent, des invariables qui s'accolent.

Les *temps du verbe* s'expriment par des particules de ce genre, qui s'insèrent entre le radical et la terminaison. Il y en a pour le passé, pour le futur et même pour le présent, car l'esquimau suit le sens du verbe qui, souvent au transitif, donne le parfait (ce qui revient au passé). Cette question « présent/parfait » est tout un problème, parallèle à celui des modes « causatif/conditionnel » qui, parfois, traduisent d'eux-mêmes aussi passé et futur, puisqu'ils signifient respectivement le parfait, l'inachevé, l'hypothétique : *les catégories de pensée des Esquimaux ne sont pas les nôtres.*

Quant aux passé et futur à exprimer, il y aura, pour chacun, encore un choix à faire, car les infixes ne manquent pas selon la proximité dans le temps, de l'immédiat au commencement du monde ou à la parousie.

Les infixes « adjectif/adverbe » sont souvent matériellement les mêmes. Pour les autres, la plupart du temps, une particule matériellement identique a un sens tout différent selon qu'elle est particule de nom ou de verbe.

### Un « scrabble » extraordinaire

C'est ici, en composition, qu'on a le jeu de patience susdit : il s'agit d'assembler ces particules en ordre logique (en fait l'ordre inverse de notre mode de penser) et d'appliquer les lois de jonction (l'infixe fait tomber la consonne du radical, se l'adapte par euphonie ou s'adapte lui-même à elle selon la loi propre). Un verbe se substantifie pour se reverbifier, se resubstantifier et se re-reverbifier... autant de fois qu'il faudra, ou prendre des déterminants adverbes (ou adjectifs pour les noms) ou verbes... :

inuk homme, Esquimau;

inuktitut *comme* des hommes, des Esquimaux, en esquimau;

inuktitôrpoq *il agit*, parle *comme* des hommes, des Esquimaux...

inuktituotsiapoq *il parle bien* (agit *bien*) en esquimau...

inuktituotsiaqayarpoq *il est capable* de bien parler (agir) en...

inuktituotsiaqayartorivâ *il pense* qu'il (un autre pense de lui qu'il) est capable de bien parler en esquimau..., etc..., etc... Je m'arrête, mais on pourrait continuer... *Remarquez le sens de la pensée : on traduit de l'arrière à l'avant.*

Des rencontres de voyelles longues amènent des particularités qu'il faudra respecter : le verbe « ovoq » il est, devient « ngovoq », aluk grand... fera raaluk, etc. L'esquimau ne supporte pas une voyelle brève après une longue; le contraire ne semble pas le gêner, cependant.

Parfois, la conjonction des particules se fait avec des contractions : il faudra y être habitué ou simplement connaître les mots comme tels. Cela arrive surtout avec les infixes en L : un nom en TI avec Lerpoq fera serpoq

(pour tilerpoq; -utaq donne utsipoq); avec liyarpoq, on aura siyarpoq (tsiyarpoq), etc.; un mot en a (aq, ak, at) avec le même lerpoq, donnera dzipoq (djiipoq) pour alerpoq : nuluaq (filet), nuludzipoq (il a posé un filet), (il en fait) (liorpoq) nuludziupoq, etc. . . tous les infixes en L y passent. Des mots en aq, yaq avec -tarpoq feront dzapoq : kiinaudzapoq pour kiinauyartapoq (il se procure de l'argent) : on n'y aurait pas pensé.

### Des « transpositions de son »

Le vieil esquimau, perdu en Ungava, mais encore existant ailleurs, a, en outre, ce que le grammairien Bourquin appelait des transpositions de son : amaroq (loup) : amarqut des loups, pour amaroit; nutaraq (enfant) : nutarqat pour nutaraît; umiaq (bateau) : umidjat pour umiat. Cela et d'autres vieux pluriels sont, en Ungava, au musée grammatical, pratiquement oubliés, sauf dans certains toponymes esquimaux, à ce qu'il semble.

Mais on se rattrape ici sur un autre terrain. Débarquant après un séjour de sept ans à l'Ouest de la Baie d'Hudson, je fus très surpris, en 1946, au détroit d'Hudson de la tonalité tout à fait différente de la langue et de la disparition de nombre de lettres. Qu'ont-ils à parler comme ça ? Au lieu de tuksiar'poq j'entendais tuk'sia-poq, ok'pepoq pour okper'poq, etc. . . Compilant les exemples et comparant, j'ai trouvé le « truc », la loi, si l'on veut : un groupe de consonnes n'en tolère qu'une, la dernière, et fait tomber les autres dans un groupe qui suivrait immédiatement, et la syllabe « impérante » est plus accentuée. J'ai appelé cela « dbl » pour double (cpl. eut été mieux « couple » ou grc. groupe de consonnes : dbl. semble se restreindre aux géminées mm, nn, etc.).

### Les Esquimaux n'en reviennent pas

Ainsi un mot comme le « *toqolerviksaptingni* » « à l'heure de notre mort » de l'Ave Maria devient « toqo-

lervisattini » (tt pour pt, par suite du phénomène d'assimilation qui joue de plus en Ungava, comme en Italie (petto, pour pecto) et vient encore compliquer, en adoucissant). Et si j'enlève le « ler » se mettre à .. qui n'est pas absolument nécessaire, j'obtiens (comparez s.v.p.) « toqoviksattinni », tout un décalage que l'esquimau ici fera tout naturellement : c'est si naturel ! Bref, toujours en Ungava 2, 1, 2, 1 ou 2, 1, 1, 2... mais jamais 2, 2, 2. (Le dzipoq (djipoq) supra devient, par dbl., yerpoq : unngoq (bouton) unngoyerpoq, pour unngoalerpoq). Dans les mots tout faits, on enregistre sans souci de philologie, mais, en composition, c'est une gymnastique à laquelle il faut temps, patience et maîtrise de la langue, pour y parvenir pleinement. Je ne connais pas un missionnaire qui ait réussi le tour de force de ne jamais fauter sur ce point. Seuls les Blancs intégrés de vieille date, mariés au pays, pour qui l'esquimau est devenu langue courante — et qu'ils n'ont apprise qu'à l'oreille d'ailleurs — sont capables de le faire, et cela sans doute sans le savoir, tout naturellement, comme les Esquimaux : ceux-ci n'en reviennent pas quand on leur révèle cette règle de langage.

### **Est-ce possible d'apprendre l'esquimau ?**

Cet aperçu général, incomplet, pourra faire comprendre à quelle montagne on se heurte quand on veut apprendre l'esquimau. Est-ce alors possible ?

La perfection est élevée; elle n'est pas nécessaire, et, avec les moyens actuels, dictionnaires des mots, des infixes, grammaires, orthographe élaborée, c'est presque devenu un jeu, maintenant, à côté d'il y a trente ans. Autrefois en deux ans on faisait plus que de se débrouiller; la preuve est faite qu'actuellement, en un an, on peut arriver au même point.

Et pourtant, hormis les missionnaires qui doivent s'y mettre, beaucoup défont. Le gouvernement du Québec aurait voulu que ses administrateurs sachent l'esquimau. La raison en est que le système des inter-

prêtes a ses inconvénients. L'interprète est souvent pris entre deux feux. On veut lui faire dire, d'un côté ou de l'autre, des choses qu'il n'est pas toujours agréable de dire, et alors, il dit un peu ce qu'il veut : aucune des deux parties ne peut contrôler sa traduction. Que de récriminations n'entend-on pas sur les interprètes ! Et combien de fois ne demande-t-on pas service au missionnaire par manque de confiance envers l'interprète des Blancs comme des Esquimaux. Un peu de compréhension de la langue permet un bon contrôle, dans la même mesure, et l'élimination totale de l'interprète est l'idéal. *Des cours* ont été donnés (mais trop brefs et surrogatoires) et, depuis huit ans, ceux qui ont appris l'esquimau de façon suffisante se comptent sur le bout des doigts, et les stages administratifs étant courts, ce qui en reste au Nord se compte encore plus facilement. Finalement, en 1970, on y a pratiquement renoncé, et les fonctionnaires québécois administrent, en passant par l'anglais !

Même chose pour *les instituteurs*, malgré l'intention louable (pour sauver la langue) d'enseigner à lire et à écrire en esquimau, avant de passer aux langues secondes, français et anglais. Faute d'avoir réussi à produire des instituteurs eskimophones restant au pays, et surtout, pour avoir négligé ce qui était prioritaire, la formation de professeurs esquimaux pour les rudiments de la langue, la situation est même pire que pour l'administration : *les professeurs français doivent se servir d'interprètes esquimaux anglophones pour enseigner dans une école française.*

La difficulté de la langue peut être lourde de conséquences : l'esquimau ne perdra-t-il pas sa langue à cause de cet échec, ... s'il n'est pas réparé ?



# Sur les dictons et proverbes au Québec

par Pierre Des Ruisseaux

Chacun de nous, à quelque moment que ce soit de notre vie, avons eu ou encore avons l'occasion, lors de nos conversations quotidiennes, d'utiliser et d'entendre nombre de proverbes et dictons.

S'il est indéniable, ici au Québec comme ailleurs, que la langue est intimement liée à la culture, le proverbe, expression collective vécue de la langue au niveau populaire, exprime à l'usage, la réalité même du rapport langue-culture.

La culture, plus souvent qu'autrement, se développe et se transmet, pour une grande part, sous forme orale, c'est-à-dire par l'intermédiaire de ce que nous appelons communément le folklore.

Que ce soit sous le couvert de contes ou d'histoires transmis de père en fils, de chansons turlutées à travers plusieurs générations dans les familles ou encore d'expressions et de « tournures » chères à un village ou une région, la culture non officielle dite « populaire » a toujours une fonction importante dans toute société, même si, le plus souvent, ce rôle n'est pas souvent reconnu par ceux-là particulièrement, qui se sont posés en défenseurs de la Culture en général.

Que le proverbe et les dictons expriment une « philosophie » ou une pensée populaire commune à un groupe

culturel spécifique, cela ne fait aucun doute, mais, ceux-ci transportent et communiquent des jugements de valeurs implicites révélateurs des traits et des institutions culturels d'une communauté.

A l'aide de quelques exemples choisis, j'essaierai d'illustrer cette affirmation et de démontrer brièvement les liens qui unissent le proverbe considéré comme un élément intégré du processus de communication de la communauté, dans son ensemble, avec certains traits prédominants de la culture québécoise.

Jusqu'au début du XXe siècle, environ, la société canadienne-française se caractérise, plus ou moins, par une culture traditionaliste rurale dont les valeurs religieuse et linguistique sont parallèles, surtout à partir du milieu du XVIIIe siècle, à ceux de la terre et de la survivance comme telle.

Les impératifs religieux et moraux, fondés la plupart du temps sur l'abnégation et la valorisation de la pauvreté associée à la vertu, rendent compte d'une réalité, où toute recherche de dépassement, surtout au plan économique, est perçue de façon négative.

Des proverbes utilisés couramment, même aujourd'hui, tels : *c'est dans les petits pots qu'on trouve les meilleurs* ou *les bons onguents* et *ce n'est pas un vice d'être pauvre* mettent l'accent sur la valeur positive rattachée au fait d'être économiquement démuné.

Associés à l'abnégation, le fatalisme et le déterminisme illustrent cette impossibilité de dépassement de la condition matérielle présente de l'individu : *quand on est né pour un petit pain ça sert à rien, contre la force il n'y a pas de résistance*.

On a pu voir ainsi comment à la perception sociale était liée celle de la morale; un autre exemple nous montrera, en guise d'illustration, une certaine analogie existant entre « diable » et « argent », *l'argent du diable retourne en son*, et comment, par ailleurs, à l'image de

l'argent est parfois reliée celle de l'étranger, plus particulièrement du Juif (toujours dans l'idéologie populaire telle que nous la discernons dans les proverbes), en rapport, comme on le voit dans l'exemple ci-haut, avec la figure du démon : *où il y a de l'argent les Juifs y sont.*

Expression résumée, condensée d'une pensée populaire, la valeur et aussi, en un sens, la limite du proverbe se trouvent justement dans son caractère de dénominateur commun de la culture.

Ainsi le proverbe ne peut-il espérer traduire que le « juste milieu », qu'être le point de convergence limite de l'ensemble des « coordonnées individuelles » de la culture.

Impersonnel, le proverbe est, en même temps, la somme d'expériences individuelles dans un temps et dans une société donnés, cristallisée dans une formule de langage, cette dernière acquérant, par rapport à la somme de ces expériences individuelles, une fonctionnalité propre comme véhicule de transmission culturelle.

La dépendance de l'homme québécois à son entourage, à son milieu s'est fait sentir de la façon la plus caractéristique dans le rapport qu'il a déjà entretenu avec la terre et qui s'est réfléchi, sous des formes diverses dans ses proverbes et dans ses dictons de tous les jours.

L'homme rural au Québec vit isolé sur sa terre, ne dépendant pour sa subsistance que du produit qu'elle lui donne, ne trouvant d'intérêt matériel que dans son entourage immédiat, ses contacts avec le monde extérieur sont réduits au strict minimum, ce qui résulte assez naturellement en une tendance nette à l'individualisme, tendance qu'on peut discerner dans certains proverbes : *si chacun nettoyait le devant de sa porte, la rue serait propre*, et encore *chacun dans son verre et tout ira bien*, que dire de celui-ci : *c'est en se mêlant de leurs affaires que les Américains sont devenus riches.*

Espace primordial de l'univers qui se donne immédiatement à l'homme, la maison est un thème souvent présent dans les proverbes du Québec et est de façon assez constante associée au portrait de la femme : *les femmes font et défont les maisons, quand les femmes ne secondent pas les hommes la maison finit toujours par pencher du côté du chemin* (au sens propre signifie que si les femmes ne secondent pas les hommes les choses ne tournent pas rond).

La perception que la collectivité a, en général, de ses institutions exprime en bonne partie les valeurs, ou mieux, l'importance réelle qu'elle leur accorde comme reflet d'elle-même et de ses aspirations. Nul mieux que le proverbe ne reflète cette perception collective avec autant d'exactitude et de vérité.

Jugements de valeur collectifs de faits sociaux dans leur ensemble, les proverbes sont des témoins anonymes, impersonnels de l'auto-évaluation par la société de ses propres institutions. Les exemples suivants nous démontrent comment en général dans certains cas, on a pu considérer la justice dans la conception populaire au Québec : *le pire arrangement vaut mieux que le meilleur procès, ou encore d'un procès le gagnant sort en cul de chemise, le perdant tout nu.*

Autant le proverbe peut-il exprimer un jugement de valeur ou encore être une sorte d'auto-évaluation des institutions ou des traditions culturelles passées et présentes, autant peut-il avoir dans un autre ordre d'idée un rôle de prévision de l'avenir.

On pourrait affirmer que ce dernier aspect du proverbe forme une catégorie spéciale puisqu'en fait il est inhérent à celui-ci en tant qu'il est partie constituante de la fonction même du proverbe qui est de déterminer une conduite ou de soumettre une évaluation selon une expérience spécifique ayant eu lieu dans le passé.

Ainsi l'observation par l'habitant des diverses phases saisonnières et atmosphériques et de leur concordance avec le cycle des fêtes religieuses dont nous donnons

ici quelques exemples : *à la Chandeleur, l'hiver est fini ou il rempire*, et *quand le vent est nord-est durant le dimanche de la Passion, il y a un nord-est durant quarante jours*.

Les quelques exemples que j'ai soulignés plus haut permettent de se rendre compte de l'importance, j'en suis certain, que l'on doit attacher aux proverbes dans l'étude du milieu québécois.

En effet, seule une étude des règles et des valeurs d'une communauté, de ce que nous appellerions son aspect prescriptif, officiel, ne suffit pas à rendre compte de l'ensemble des problèmes et des réalités qu'elle comporte; encore faut-il se rendre compte de l'usage et de la portée effective de ces règles et de ces valeurs, de l'interprétation qui en est faite dans la vie quotidienne des individus, de l'évaluation par ces mêmes individus des valeurs et des règles sociales par rapport à leurs critères et leurs normes propres, etc. . . Alors seulement peut-on espérer rendre compte des aspects internes d'une société, et, puisque c'est notre sujet ici, de la société québécoise en particulier.

A ce compte, « l'art verbal » (Bascom, 1955) tel qu'il s'exprime à travers les diverses facettes des proverbes permet de saisir la portée réelle des institutions et des normes qui sont partie intégrante de la culture et ceci à leur source même, c'est-à-dire dans l'image mentale, la *weltanschauung* (vision du monde) de la communauté, vision qui, traduite dans le langage des proverbes apporte des données certaines en vue d'une meilleure connaissance de la *volkspsychologie*.

Jusqu'à présent nous n'avons fait qu'aborder certains aspects de la relation du proverbe en soi et de la culture québécoise considérée d'un point de vue externe.

Il reste donc à considérer le point de vue interne, à savoir l'illustration du fait que les proverbes ne sont pas de simples observations isolées de comportements

ou d'attitudes socio-culturels mais peuvent très bien être considérés comme « fragments d'une vaste et complexe structure dialectique » (Kenneth Burke, 1945).

En effet, chaque proverbe, en tant qu'il est jugement d'une réalité culturelle à partir d'un certain point de vue apporte une nouvelle perspective et c'est l'union de toutes ces perspectives dans une totalité cohérente qui permettra de mesurer les différents écarts et les affinités de rapports dans la constitution même de l'ensemble que nous considérerons et ainsi reconstituer la structure globale de ces rapports.

En réalité je veux dire par là que les proverbes ne sont pas quelque chose d'isolé, de statique mais qu'ils répondent bien au contraire à un dynamisme culturel propre, qu'ils évoluent et se transforment, prennent des figures différentes, adoptent des formes nouvelles selon le temps et l'espace, bref qu'ils font partie de façon réelle de l'ensemble des faits culturels d'une communauté, et que considérés globalement, ils reproduisent au plan de leurs rapports mutuels mais à une échelle différente la structure de la réalité telle qu'elle est perçue par la collectivité en général.

Ainsi c'est en analysant chacun des proverbes qu'une enquête sur le terrain nous aura rapportés, les confrontant avec d'autres selon la chronologie et les lieux d'origine, que nous pourrons jeter une lumière nouvelle sur l'histoire et la constitution d'une « pensée populaire » québécoise.

Mais déjà nous pouvons affirmer avec certitude que le champ des proverbes québécois réserve des surprises agréables autant que profitables à une compréhension de notre société. Évidemment on ne peut dire à l'heure actuelle le nombre de proverbes pouvant être utilisés au Québec en 1970 mais qu'il suffise d'affirmer en guise d'illustration qu'un chercheur allemand a pu recueillir 25,000 de ceux-ci à travers son pays et, affirmait-il, il n'avait pas encore fini d'en recueillir.

### QUAND LA GAUCHE DEVIENT FOLLE !

Quelques-uns de nos jeunes sont vraiment bien informés. Ils ont appris l'importance des kidnappages dans le monde. Ils décident de se montrer à la hauteur par des imitations en série. Notre nouveau système scolaire nous donnera-t-il longtemps ces fruits pourris ?

Une chose est certaine : ce n'est pas la jeunesse chrétienne qui pratique, avec des bombes et des menaces de mort, contre la société.

La gauche s'affolle. On voit bien de quoi elle est capable quand elle n'a plus une conscience éclairée par des principes supérieurs. Elle s'arroge des droits inouïs sur la vie d'autrui, droits qui n'appartiennent qu'à Dieu seul ou à ses représentants autorisés.

Ces esprits surchauffés, qui ne croient plus dans une oeuvre de raison, recourent à des pressions horribles que nous croyions propres au nazisme et au communisme. Ne sont-ce pas les Russes qui kidnappaient à Berlin-ouest les savants et les adversaires qu'ils voulaient faire disparaître ? Ne sont-ce pas les SS qui entraient dans les maisons, au petit matin, pour saisir tel personnage dont ils voulaient se défaire et dont on n'entendait jamais plus parler ? N'est-ce pas imiter notre RCMP (Royal Canadian Mounted Police) qui, à la deuxième Grande Guerre, lors du *volontariat obligatoire*, recherchait nos jeunes pour en faire de la chair à canon ?

On ne peut pas admettre ces méthodes qui proviennent d'une vision du monde dominée par la force et la haine. Personne ne peut admettre ce genre de violence qui menace la vie d'innocents, même s'ils appartiennent à un *Establishment* accusé de tous les écrasements nationaux.

De plus, ces jeunes révolutionnaires, par leurs demandes excessives, révèlent leur immaturité et leur mépris profond de l'opinion publique. Ils font que tout un peuple ne se reconnaît plus en eux. Tout un peuple les refuse comme leurs avocats. Tout un peuple leur demande de ne plus s'occuper de ce qui ne les regarde pas, du moins par ces moyens et ces entêtements de bas étage. Ils nous nuisent. À trop manier l'épée ils périront par l'épée. Ils laisseront leur peuple dans une frustration encore plus grande que celle que nous connaissons actuellement sous la domination d'un sourd comme Pierre Elliott-Trudeau et d'une orgueilleuse clique d'Anglo-Canadiens stériles et inintelligents devant les demandes légitimes et raisonnables de tout un peuple fatigué de se faire dominer par eux.

**MONSEIGNEUR ALPHONSE-MARIE PARENT**

1906-1970

Il est mort le 7 octobre 1970. Déjà une première attaque au coeur, en 1963, lors d'un voyage d'investigation en Europe avec les autres membres de la Commission Parent, l'avait marqué.

Né dans un humble village du Québec, il a monté l'échelle sociale autant à cause de son intelligence que de sa modération et de ses talents d'administrateur.

Mais ses doctorats et son rectorat à l'Université Laval compteront bien peu devant la postérité. Pour elle il restera le président de la Commission d'enquête d'où sortira toute la révolution scolaire du Québec.

Nous conservons à la mémoire une photographie de Mgr Parent : celle où, en 1965, il remet les derniers volumes de son rapport au premier ministre du Québec qui était, alors, M. Jean Lesage. Personne n'a l'air heureux. Pas plus Mgr Parent que M. Lesage.

Nous nous rappelons aussi l'avoir rencontré à la Gare du Palais, à Québec. Il était très pâle, défait, frustré. Son oeuvre, qu'il venait de signer, l'avait vieilli de dix ans. Il n'était pas satisfait et il le disait. Eut-il conscience d'avoir servi de paravent clérical pour des meneurs de jeu plus astucieux ? Pourquoi n'a-t-il pas écrit un rapport minoritaire ?

La vue des conséquences de son Rapport, qui devint un des éléments importants de la sécularisation de sa province, lui mordait la conscience.

Il lui manqua du caractère. Malade, il ne sut pas s'imposer. Les sociologues l'emportèrent. Le théologien et le philosophe en lui étaient comme absents. Toute la province en subit à l'heure actuelle les conséquences aiguës. Les démissions de ces personnes qui occupent des postes clés s'additionnèrent et finirent par causer ou, du moins, accélérer la dégringolade culturelle et la déchristianisation actuelles.

Il en a fini avec la vie. Nous, nous devons continuer. Réparer les omissions et les démissions. Il est devant son Créateur et son Père : nous lui devons, en toute charité, une prière.

### LES ÉCOLES POLYVALENTES ET L'ANGLETERRE

Nous savons tous que nos fonctionnaires ont « pensé » l'école polyvalente et nous l'ont imposée, bon gré mal gré, avec la complicité de commissaires, d'associations qui ne représentaient rien mais que, pour les besoins de la cause, les fonctionnaires affirmaient représenter la population. Et les ministres de notre ministère de l'éducation, prisonniers de leurs technocrates, poussaient une politique abusive où ils étaient bien plus dirigés que dirigeants. D'où une stérilité de pensée où les slogans non prouvés ont valeur de principes.

En Angleterre, il n'en est pas ainsi. M. Michael Armstrong, président du Comité en faveur des écoles polyvalentes, vient de faire une critique exhaustive des écoles polyvalentes. Le fameux rapport Crowther, sur la réforme scolaire en Angleterre, avait proposé des écoles polyvalentes de 1400 élèves (pour six années de secondaire) ce qui équivaut aux 1,000-1,200 proposés pour cinq ans de secondaire par le Rapport Parent).

#### OR M. ARMSTRONG TROUVE QUE C'EST EXCESSIF

Une école de 1,400 élèves, dit-il, offre un défaut substantiel, celui de ne pas permettre une éducation centrée sur l'élève et de ne pas permettre de bonnes relations entre les maîtres et les élèves. Sans cela tout enseignement devient arriéré. (The Times Educational Supplement, July 3, 1970, p. 7).

Il propose des écoles de 300 élèves seulement. Ces unités de base seraient complémentaires dans une région donnée et elles seraient centrées sur « le centre des professeurs ». Les grandes écoles, à cause des difficultés humaines et culturelles, sont des fiascos. Il faut repenser l'école polyvalente en termes de petites unités entre lesquelles les professeurs voyageraient selon les besoins et, à titre exceptionnel, les élèves.

Tout ce qu'offre M. Armstrong n'est pas à prendre tel quel mais au moins il essaie de « penser » l'école polyvalente au lieu de l'imposer comme un cadre uniforme avec tous les défauts que nous lui connaissons au Québec et qui nous conduisent au fiasco de l'éducation.

Nos fonctionnaires basent leur assumption pour les polyvalentes géantes sur l'efficacité (laquelle ? l'efficacité administrative ou l'efficacité humaine ?), sur l'économie financière (elle n'est pas prouvée), sur le brassage des classes (l'anonymat des grandes écoles ne produit pas plus de brassage des classes sociales que les trains et les autobus). En 1969, le seul transport des élèves a coûté à la province de Québec : \$35,000,000. Or tous ces mauvais effets, les fonctionnaires et le ministère de l'Éducation les cachent à la population et ils poursuivent bêtement, follement, une politique d'écoles géantes où la culture et l'éducation deviennent de plus en plus difficiles.

**Qu'il repose en paix !**

**PIERRE LAPORTE**

Faut-il rappeler à nos lecteurs que M. Pierre Laporte, ministre de l'Immigration et redoutable jouteur à l'Assemblée nationale du Québec, a rempli les fonctions de directeur de L'Action Nationale de mars 1954 à septembre 1959 ?

Il y succédait à M. André Laurendeau. Son nom s'était répandu dans le grand public depuis qu'il était devenu le chroniqueur attitré du DEVOIR au Parlement de Québec.

Vif, à la plume alerte, nationaliste de bonne trempe, il servit bien la revue jusqu'au moment où la célébration du cinquantenaire du Devoir et les appels à la vie politique exigèrent la fin de sa collaboration pour une revue à laquelle il garda beaucoup de sympathie.

Il faut distinguer entre l'homme et le politicien chez M. Laporte. Comme homme, il était simple, causeur, intéressé à tout, vraiment un homme du Québec qui sait soupeser les hommes, les événements et discerner les orientations immédiates. Comme politicien, c'est une autre affaire. Comme bien d'autres il a passé la deuxième partie de sa vie à mettre des sourdines à la première partie. Les contradictions abondent.

Il avait fait de M. Duplessis son ennemi personnel. Son livre montre que ce ne fut pas toujours pour de bonnes raisons. Mais plus il devenait ancré dans le parti libéral, plus il devenait partisan. Son passé nationaliste l'empêchait d'être aussi myope que les autres partisans. Mais il était devenu bien plus fédéralisant que son ancien adversaire et sur le bill 63 traitant de la langue officielle du Québec, il se rangea trop facilement à une politique qu'il savait inacceptable.

Il faut signaler que son premier article comme directeur de l'Action Nationale portait comme titre : *Panorama de l'immigration; la leçon des faits*. Il date de mai-juin 1954. Sous sa poigne la revue connut une ascension remarquable puis, à cause de ses autres occupations, elle périlifia dangereusement, au point qu'il fallut le remplacer. C'est alors qu'il décida

*(suite sur l'autre page)*

de se lancer en politique. Il ne pouvait savoir où cela allait le mener.

En effet on peut se demander pourquoi, entre tous les officiels de la politique, le F.L.Q. s'en est pris à Pierre Laporte ? Il était un des ministres les plus sympathiques. Combien auraient pu disparaître et le vide aurait été à peine perçu ? Combien d'autres étaient de véritables ennemis de la nation canadienne-française ? Le choix était arbitraire, apte à soulever beaucoup d'antipathies contre les kidnappeurs. Aussi les kidnappeurs apparurent-ils plus des raisonneurs fanatiques, pris dans la logique de leur simplisme, que comme des gens intelligents, qui ont du discernement, même dans leurs excès.

Sa mort est devenue un événement national. C'est évidemment l'événement le plus triste de l'année : un Canadien-Français brillant, nationaliste, tortueux mais beaucoup moins que des milliers d'autres, tué par d'autres Canadiens-Français, cela ne s'était pas encore vu. Il y a donc quelque chose de changé au Québec.

C'est notre conscience qui est changée. Notre pluralisme permet de voir comment une certaine gauche, vidée de tout principe chrétien et de toute conscience morale, peut aller loin lorsqu'elle se fanatise. C'est aussi vrai de la droite lorsque, fanatisée en ses thèses, elle instaure un ordre policier. Pierre Laporte n'aura jamais voulu de l'un comme de l'autre. Il aura été écrasé par des forces dont il aura soupçonné la présence sans trop en prévoir la virulence.

Nous le saluons comme un ancien compagnon de combat, comme une personnalité perspicace et assez caractéristique du Québec. Courageux sans être héroïque, sa mort lui aura donné une auréole extraordinaire. Son plus grand service fut de sensibiliser toute notre population aux bienfaits de la démocratie et, indirectement, aux problèmes du Canada français devenus aujourd'hui monnaie courante pour l'univers entier.

Jean GENEST

### LES ÉVÊQUES D'ALLEMAGNE ET L'ÉCOLE

Le parti libéral allemand voulut abolir les écoles confessionnelles en Basse-Saxe. Immédiatement les Évêques avertirent les catholiques : « Un tel programme montre clairement aux catholiques de Basse-Saxe ceux qui ne sont pas disposés à respecter leurs croyances et leur liberté de conscience ». Et le parti libéral connut un recul sensible aux élections du 14 juin 1970.

En Rhénanie-Westphalie, les Évêques n'ont pas eu peur de revenir vigoureusement sur « le droit de chacun au libre choix de son instruction ». « Quiconque, affirment-ils, touche à ce droit et tente de monopoliser entre les mains de l'État l'enseignement depuis l'école maternelle jusqu'à l'université s'attaque aux fondements sur lesquels reposent l'ordre et la liberté ». Ils ajoutèrent cette demande : « Que l'État rende également possible l'existence des écoles libres et mettent à leur disposition le même montant de moyens financiers qu'il accorde à ses propres écoles ». Est-ce que les mêmes principes ne doivent pas diriger la mainmise de l'État sur les hôpitaux et les asiles de vieillards ?

Tout comme au Québec, certains prônent la déconfessionnalisation des écoles afin que les catholiques, disent-ils, ne soient pas cantonnés dans des « réserves » ou dans des « ghettos ». Mais les Évêques de l'Allemagne de l'Ouest et du Nord refusent ces argumentations qui relèvent plus de la littérature que d'une pensée logique dans sa foi.

Les Évêques reviennent avec courage sur cette vérité de base : les écoles confessionnelles sont nécessaires pour la croissance dans la foi, des baptisés.

Si les Québécois avaient besoin d'une contre-preuve, ils n'auraient qu'à voir les désastres religieux et moraux accomplis par les écoles de Montréal qui sont vraiment sous-alimentées au point de vue spirituel. Et les meilleurs manuels ne font pas le poids quand les professeurs de matières profanes et le climat général de l'école ne sont pas favorables à la foi ou restent simplement indifférents.

*(Informations catholiques internationales,  
1 juillet 1970, p. 10.)*

## LA TENTATION DE REMPLACER DIEU PAR AUTRE CHOSE

L'une des tentations qui s'insinue dans la mentalité moderne est que, somme toute, on peut se passer de Dieu... et qu'on peut le remplacer par d'autres valeurs. Il ne s'agit pas d'une négation absolue, ni d'un athéisme radical ou raisonné, mais d'une absence d'intérêt, d'une tentative de fonder sa vie sur d'autres bases que les bases religieuses traditionnelles...

C'est le positivisme pratique. Le non-respect du repos et de la prière du dimanche montre combien cette tentation est forte et envahissante. Aujourd'hui, ceux qui y cèdent sont légion, alors que l'importance, tant personnelle que collective, de la participation à la liturgie eucharistique du dimanche est devenue plus clairement évidente, tant pour marquer sagement le rythme du temps et des occupations profanes que pour conserver à l'esprit son souffle, sa joie, son niveau, sa primauté. La vie religieuse devient facilement insatisfaisante et insignifiante...

Aujourd'hui, on parle de penseurs qui proposent une ré-interprétation séculière de la foi chrétienne. Ils en font en quelque sorte un christianisme sans religion, dans lequel le Christ a une haute stature, mais en tant qu'homme. Dieu disparaît. Ces penseurs disent aussi des choses belles et profondes, qui font l'admiration des chrétiens de notre temps, doctrinalement sécularisés, et donc niant la vérité religieuse telle que l'Église de tous temps la défend et la diffuse. Ils ont souvent des pages impressionnantes, comme des roses admirables, mais coupées de leur vraie racine et réduites à une mesure purement humaine ? Et combien de temps pourront-ils durer pour sauver l'homme au niveau duquel ils sont fatalement réduits ? L'espace d'un matin ?

On ne peut impunément remplacer Dieu, le Christ, l'Église. »

(Paul VI, *Docum. catholique*, 6 sept. 1970, p. 758-759.)

# Impression d'un voyage au Nouveau-Québec

par **Bernard Lapointe**<sup>(1)</sup>

En moto-neige de Moosonee (Baie James)  
à Povungnituk (Nouveau-Québec)

« ... Les mythes intouchables d'une tradition ancestrale s'ébranlent lentement; l'hospitalité légendaire de ces peuples s'est très vite émoussée; on n'entend presque plus le cri des hâleurs esquimaux encourageant leur horde de chiens ... » Longtemps les territoires du Nouveau-Québec, longeant la côte ouest de notre province, entre Fort Rupert et Ivugivik, n'ont eu qu'un intérêt purement historique. Puis peu à peu, avec le rayonnement des grands centres, l'avènement de la technique, les échanges culturels et commerciaux, les peuplades esquimaudes ont vu leur mode de vie transformé. Aujourd'hui, plus de deux mille Esquimaux dépendent d'une politique gouvernementale.

## Aspect social

Pour considérer la société esquimaude, il faut toucher toutes les agglomérations du Grand Nord québécois. Ces stations perdues, souvent distancées de plus de deux cents milles, ne peuvent former à elles seules un ensemble suffisant : on les nomme à juste titre, « postes ». Ivugivik, Povungnituk, Inoujouac et Poste à la Baleine ne totalisent pas plus de deux mille habitants. Ce dernier est voué à un développement remarquable. On y trouve déjà la Compagnie de la Baie d'Hudson, une filiale fé-

---

1 — M. Bernard Lapointe, pour cet aventureux voyage, était accompagné de M. Arpin et d'un Esquimeau du poste de La Baleine.

dérale du département de transport (D.O.T.), un bureau de la Sûreté du Québec, l'Hydro-Québec, un bureau des affaires indiennes et esquimaudes, le centre de l'école du Nouveau-Québec et un département des études nordiques de l'Université Laval. Le « transport » est la raison majeure de ce développement. À cause de leur étroite relation avec les grands centres, Poste à la Baleine et Frobisher Bay (Terre de Baffin), sont des centres vitaux de rayonnement à travers ces régions; les autres n'étant que des relais dans ce circuit. L'Esquimau de Poste à la Baleine subira donc plus l'influence de l'étranger (le Blanc), que celui d'Inoujouac ou de Povungnituk.

Le centre social de l'Esquimau est avant tout « la famille » : ce mot est employé dans un sens très large, puisque plus de cinquante pour cent des enfants esquimaux sont adoptés. Cette société, que l'on pourrait qualifier de « communautaire » est due à trois facteurs essentiels : puisque le gibier est moins abondant et dispersé, leur travail de chasse et pêche les oblige à s'éloigner pour des périodes variant souvent entre quatre et sept semaines; ils laisseront donc leurs enfants sous la tutelle de proches parents. Les risques encourus par leur travail, surtout au printemps et à l'automne, laissent souvent une famille entière sans chef. Le troisième et principal facteur de ce phénomène d'adoption est la conséquence directe du grand nombre d'incestes chez ces peuplades. Les inter-relations existent souvent au deuxième et troisième degré; ce qui a pour effet d'unir presque tous les Esquimaux de la côte ouest de la province de Québec par un lien de parenté plus ou moins éloigné.

Dans certains domaines, on observe cependant, un renouveau social accentué. Cette image de l'Esquimau attelant ses chiens pour la chasse, a quelque peu disparu. L'avènement de l'auto-neige l'a obligé à devenir mécanicien avant d'être chasseur. Par contre son champ d'action s'est élargi : il peut avec ce moyen de transport parcourir Inoujouac-Povungnituk, soit cent cinquante milles, en une journée. Cette plus grande facilité pour se déplacer et se nourrir, permettra une plus grande

oisiveté. Il pourra, par exemple, s'adonner à la sculpture (la pierre savon) ou au commerce (la coopérative esquimaude). Il conserve donc plus de temps pour l'organisation interne de sa société. On remarque une nette présence du « blanc » sur le plan administratif, cependant elle a tendance à se faire moins présente. C'est donc une initiative longue et laborieuse qui fait de ces postes un ensemble viable et mieux organisé. Mais il ne faut pas oublier que l'Esquimau a une mentalité totalement différente de la nôtre : il est plus détaché du côté matériel et fondamentalement lié à ses valeurs morales. Voilà toute l'optique avec laquelle nous devons aborder tout aspect social.

### Éducation

Fortement influencée par le milieu, l'éducation s'oriente du côté pratique. Après avoir reçu une formation traditionnelle familiale, l'enfant esquimau peut opter pour deux écoles : celle du provincial ou du fédéral. Comme la population est à majorité anglicane, soit 97%, le choix s'arrête premièrement sur l'école fédérale où les sept années du primaire sont en anglais. Au secondaire l'étudiant se voit inscrit à une seule école, soit celle du Nouveau-Québec de Poste à la Baleine où l'enseignement est axé sur la technique (mécanique). M. Claude Matthieu, directeur de l'école du Nouveau-Québec, à ce dernier endroit, expliquait le problème que pose cet unique choix : « Nous avons un nombre supérieur de finissants à l'école du fédéral, ce qui amène un problème majeur de linguistique au niveau secondaire. Nous devons adapter notre enseignement qui normalement devrait s'effectuer en français ». Il est facile d'imaginer l'état du jeune Esquimau devant trois langues, soit sa langue maternelle, l'anglais et le français. Comme la tradition prédomine, il ne faut pas s'étonner de voir, durant les grandes périodes de chasse, les écoles se vider; les éducateurs locaux ne voient donc pas leur travail se simplifier.

À l'éducation scolaire vient se juxtaposer une formation familiale. L'Esquimau a un sens de l'hospitalité très développé; il est toujours souriant et empressé. Malgré sa petite taille, il est orgueilleux et fier. Il sait se limiter à ses besoins : il ne chassera pas pour son plaisir, mais pour se nourrir et se vêtir. Dans l'ensemble, il est un homme équilibré et conscient de ses possibilités : il sait se faire valoir en face de l'étranger. S'intégrer à l'intérieur de ce climat est essentiel à la compréhension de tout ce monde qui l'entoure.

### Religion ou mythes

L'Esquimau s'est créé des « mythes ». Il tire du monde naturel dans lequel il survit, ses éléments de croyance. Les forces naturelles qu'il ne peut combattre, il s'y soumet normalement : il accepte le phénomène comme l'ont fait ses ancêtres. Cet ensemble de croyances à des forces surhumaines est identique à la mythologie grecque. Ainsi les îles qui longent la côte ouest de la province de Québec ont toutes cette même forme étrange : sur une face, elles ont une pente douce et sur l'autre, un côté abrupt (si nous coupions ces îles en deux, nous aurions un triangle équilatéral presque parfait). Ne pouvant expliquer géographiquement cette forme qui serait due normalement à l'érosion, il nous dira ce que ses pères lui ont appris : « Jadis, disait Thymoté Kittosomik, un chasseur esquimau, un gros morceau de terre est venu du ciel et est tombé dans la mer (Baie d'Hudson), en emportant avec lui une partie de l'île... » Par le fait même, tout ce qui vient d'au-dessus d'eux sera donc relié à une croyance (par exemple : le vent, le soleil, la tempête...). Ce n'est que depuis l'avènement des missionnaires monothéistes que l'ensemble de leurs croyances a légèrement été modifié. Ils se soumettent toujours aux éléments de forces naturelles mais en y attribuant un caractère explicatif. Ainsi le succès de leur chasse ne sera plus attribué au « dieu de la chance » mais bien au travail qu'ils auront accompli. C'est dans cette transformation quotidienne qu'ils évoluent maintenant et c'est

cette même transformation qui leur enlève, jour après jour, l'attribut de « primitif ».

L'Esquimau vit donc dans un monde de changement : à chaque jour on lui présente de nouvelles options. Bien souvent la compréhension ne joue nullement : il doit les accepter ou les rejeter. L'intérêt que l'on porte au Grand Nord québécois ne doit pas s'accompagner des forces sous-jacentes à la conquête; le langage et la technique doivent être des moyens de rapprochement et non d'assimilation. Une meilleure compréhension de ces peuples nordiques peut se faire dans le respect de leur entité propre.



# VIE CULTURELLE



Les grands d'hier

## Jules Romains: architecte grandiose et démun

par Roger Duhamel

de l'Académie canadienne-française

Toujours vivant parmi nous, Romains prend déjà à nos yeux de l'éloignement. Il ne suscite plus ni ferveur ni haine, il a cessé d'être, s'il le fut jamais, un signe de contradiction; indice pénible pour un écrivain dont l'on se détache sans trop s'en rendre compte, sans même être toujours en mesure de fournir les raisons précises de cette désaffection. Serait-ce qu'il ne nous a jamais profondément atteints et que l'admiration sincère que nous ressentons pour son talent vaste et divers ne remplace pas l'élan spontané du coeur, l'adhésion empressée pour une pensée ou une forme d'art ?

Il paraît honnête de marquer dès l'abord ce qui nous sépare de lui irrémédiablement. Dès les débuts de sa quête intellectuelle, Romains a rejeté comme non avenues les valeurs spirituelles. Cet esprit qui se veut audacieux se découvre souvent réactionnaire. Il a partagé la plupart des illusions coûteuses que l'on a accoutumé d'associer aux phares radicaux-socialistes de la IIIe République. Le laïcisme lui tient lieu de religion. Il fait de l'instituteur anticlérical comme une espèce de héros national, le type achevé du civisme républicain. Et quand il ne peut s'interdire de dépasser les horizons terrestres, il débouche dans le champ incertain des sciences occul-

tes, des phénomènes de clairvoyance. Ces recherches font sans doute honneur à la rigueur méthodique et un peu scolaire de son esprit, elles ne comblent pas notre attente.

*Plus j'avance en âge, plus je m'écarte de la vanité et de l'orgueil. Aveu sincère ? Peut-être, mais il n'efface pas notre sourire. Une immense vanité déborde en fait de cette oeuvre et c'est probablement ce qui entraînera sa rapide caducité. Il n'empêche qu'on ne biffe pas d'un trait de plume une somme imposante d'une centaine de volumes qui apportent un témoignage précieux sur les conflits idéologiques et la sensibilité propre de notre époque.*

\* \* \*

Louis Farigoule voit le jour, le 26 août 1885, dans un village du Velay, d'un père instituteur laïc et d'une mère très croyante. Il est élevé à Paris, dans son village montmartrois, et ce n'est qu'aux vacances qu'il retrouve les Cévennes. À dix ans, il entre à Condorcet; tout indique qu'il perd la foi peu après sa première communion. À l'Évangile, il substituera Lucrèce. Il est reçu à Normale Supérieure dans la section des Lettres. Rien ne peut tempérer sa boulimie de savoir; il prépare aussi l'agrégation de philosophie et travaille la biologie végétale.

Doit-on situer environ ces années ardentes la naissance encore confuse de l'unanimité, cette théorie dont l'oeuvre romanesque de Romains visera à devenir l'illustration ? Les commentateurs ont souvent évoqué l'illumination de la rue d'Amsterdam, qui serait, toutes proportions gardées, l'équivalent du chemin de Damas ou de la nuit de Pascal. Madeleine Berry a rappelé ainsi l'événement : *Comme chaque jour depuis des années, il remontait en compagnie de son ami (Georges Chennevière) ces rues qui reliaient le Lycée à la maison; ayant encore dans l'oreille les grandes voix de Sophocle et de Virgile, il allait retrouver les timbres familiers; de la Caverne platonicienne regravir ces pentes où le petit Louis, hier encore, poussait son cerveau. Entre ce Passé*

*rendu si vivant par des maîtres doués et cet Aujourd'hui qui vibrait dans les premières lueurs des réverbères et dans la pénombre des boutiques, une sorte d'arc-en-ciel vint à luire. Pont prodigieux jeté sur les âges et sur les mondes, fait de myriades de vibrations, unissant tous les êtres à travers toutes les choses. Sentiment de communion universelle, intuition d'un « continu psychique », prise de conscience d'une unité.*

Ce sentiment demeurera toujours vivace chez Romains et s'exprimera aussi bien dans son oeuvre poétique et romanesque que dans son action politique. Après une année de service militaire à Pithiviers, il rentre à Paris, il se mêle à l'activité littéraire avec Duhamel, Arcos, Vildrac et quelques autres. Le normalien reçu à l'agrégation part pour Brest, ensuite Laon, où il fait la double expérience du professorat et de la province. Il revient souvent dans la capitale, se lie avec Gide, Phillipe, Verheeren, Apollinaire, Picasso, Jacob, Salmon. Sur les entrefaites, le grand amour de sa jeunesse décide de divorcer et il l'épouse en 1912. Cette union souvent bousculée dure une vingtaine d'années, alors que Romains divorce à son tour pour unir sa destinée à une jeune admiratrice d'un milieu bourgeois et aisé.

La poésie, le roman, le théâtre ne parviennent pas à épuiser le besoin de mouvement de Romains. Dès sa jeunesse, il s'était senti attiré par l'activité politique et tel discours de Jaurès l'avait fortement impressionné. Il entend se servir de la notoriété personnelle que ses livres lui ont acquise et de l'aisance matérielle qu'ils lui ont valu pour jouer un rôle de premier plan auprès des grands de ce monde. De nombreux voyages à l'étranger, en Europe mais aussi en Amérique et en Orient, lui ont permis d'entrer en contact avec les élites des différents pays. En France même, il s'est cru une mission; sa résidence, dont l'élégance croissait en fonction de ses tirages, accueillait le personnel le plus huppé de la IIIe République. Il y eut beaucoup de naïveté dans cette agitation avantageuse; si Romains n'oublie jamais de servir sa propre gloire, il a souhaité également con-

tribuer au triomphe de certaines idées de paix et de collaboration universelles.

Ainsi s'explique sa participation prolongée au P.E.N. Club international, où il s'est efforcé de rapprocher les têtes pensantes dans l'espoir d'éviter que ne se creuse toujours davantage le fossé entre les hommes. Il a trop cédé à l'optimisme et l'événement l'a détrompé. Le vieillard en conserve peut-être de l'amertume, mais il y a un dévouement certain à s'acharner contre les forces mauvaises qui déchirent périodiquement l'humanité.

\* \* \*

La poésie de Romans est trop apprêtée, trop délibérée pour prolonger bien avant en nous ses harmoniques. Sa facture n'offre rien de proprement révolutionnaire; il se refuse au vers libre comme au vers blanc (tout en le pratiquant volontiers), il cherche à renouveler le mètre, il vise à substituer l'effet de choc à la cadence chère à l'oreille paresseuse. La nouveauté de cette voix se situe ailleurs. Le poète rompt avec la tradition romantique tout engluée dans les émois individuels. Il éprouve le sentiment cosmique de l'humanité, il saisit l'âme des rues, des villes, des peuples. *La Vie unanime* annonce *la solidarité inconsciente des âmes dans le monde moderne, avec ses cités géantes, ses moyens de communication multipliés, ses groupes humains traversés de passions dévastatrices.*

Déçu par la guerre, il rédige le poème *Europe* où son déchirement et son espérance se confondent :

*La pluie tombe sur le cinq-centième jour de la  
guerre...*

*Nous avons cru en trop de choses,  
Nous, les hommes de peu de foi;...*

*Europe ! Europe !*

*Je crie*

*Ne te laisse pas mourir !*

*Cramponne-toi. Crispe-toi.*

*Reprends ta vie dans un spasme.*

*Écrase le dieu terrible.*

*Foules contraires à la mort !*

*Je vous répète qu'il est temps.*

Les années charrient leur poids de désenchantement. Le chantre du rassemblement de l'univers a dû perdre une à une toutes ses illusions. L'amitié est vaincue et la fraternité des hommes, si lointaine. Il ne reste plus que la solitude humaine. *Maisons*, c'est le poème de l'angoisse essentielle qui n'exclut pas, si obscurément entrevue, l'autre côté du mur :

*Autrefois le domaine était si grand autour de nous;...*

*Toute l'aventure était si magnifique et si rare ...*

*Je passe par-dessus le toit*

*Vers un monde d'une autre sorte ...*

*Il est clair qu'un feu près d'ici*

*Est en marche dans la broussaille ...*

*À quoi sert tant d'étude,*

*De scrupule, de conseil ?*

*Dès qu'on eût tourné la tête,*

*L'abîme a travaillé seul.*

Le théâtre a longtemps exercé sa fascination sur l'esprit de Jules Romains. Dès 1920, il fait représenter au Vieux-Colombier, chez Copeau, *Cromedeyre-le-Vieil*, un drame unanimiste en vers où de rudes montagnards enlèvent les filles d'un village de la vallée. Il y a ensuite *Le Trouhadec saisi par la débauche* et *Le Mariage de Le Trouhadec*, où s'exprime sa conception du comique pur, un peu trop appuyé semble-t-il, mais qui révèle le côté cascadeur du talent de Romains, ce goût du canular dont le meilleur exemple demeure un roman, *Les Copains*.

On ose à peine mentionner *Knock ou le Triomphe de la Médecine*, auquel demeure à jamais lié le souvenir de Louis Jovet, sauf pour souligner que la portée de cette comédie dépasse largement l'anecdote. Dans ce village où la population s'abandonne à un médecin chez qui le charlatanisme se mêle à de l'illuminisme, ne découvre-t-on pas l'image rapetissée d'une société, la nôtre, en quête constante d'une foi nouvelle et si facilement

bernée par les marchands d'orviétan ? *Le Dictateur* manque d'efficacité dramatique; cette pièce correspond à une tendance, peut-être inconsciente chez son auteur, vers la solution d'autorité, le pouvoir assuré par les meilleurs.

L'apport considérable de Romains n'est pas là. Il est dans ses romans et plus particulièrement dans la fresque ambitieuse des *Hommes de bonne volonté*.

Ce n'est pas la première fois qu'un créateur entreprend de recréer un monde par ses livres et de concurrencer l'état civil. Le nom de Balzac nous vient aussitôt à l'esprit et d'autres écrivains s'y ajoutent aisément. La tentative de Romains demeure néanmoins originale et à plusieurs égards unique dans l'histoire des lettres. La *Comédie humaine* n'a porté ce titre qu'une fois terminée; elle n'a pas procédé selon un plan rigoureusement établi d'avance. C'est au fur et à mesure que s'accumulent les romans individuels, dépeignant des milieux différents, que Balzac conçoit l'idée de les grouper suivant des catégories dans lesquelles il arrive même qu'ils ne découvrent pas leur place exacte.

Rien de tel chez Romains, dont l'esprit méthodique est bien connu. Il a délibérément choisi de broser un tableau immense qui doit être en quelque sorte la saga d'un quart de siècle de vie française, voire européenne. Une autre différence ne tarde pas à se faire jour. Les romans balzaciens sont avant tout des études de caractères, des analyses d'âmes, sans qu'on veuille prétendre qu'il ait négligé la description de l'état social dans lequel ses personnages évoluent. Romains s'intéresse beaucoup plus aux phénomènes d'ordre général, qu'ils soient politiques ou sociologiques. Les centaines de femmes et d'hommes qu'il anime conservent sans doute les attributs de leur personnalité, mais ils ont aussi un rôle à jouer; ils illustrent tel moment de la sensibilité, telle idée religieuse, telle tendance politique. Nous pénétrons au cœur des héros balzaciens, cependant que les personnages de Romains sont surtout vus de l'extérieur. Ce sont les rouages d'une machine étonnante qui témoigne des vertus

d'ingénieur de l'auteur. Nous admirons une oeuvre qui ne touche pas beaucoup.

Ce roman en vingt-sept volumes s'ouvre le 6 octobre 1908 pour se terminer le 7 octobre 1933. Pourquoi ce découpage dans la vaste toile de la réalité historique, pourquoi avoir commencé précisément en 1908 ? Romains s'en explique : *À mon sens, c'est parce que c'est en 1908 que s'ouvre la crise présente de notre civilisation. On pourrait dire, avec un rien de paradoxe, que c'est en 1908 que la guerre a commencé... En 1908 notre civilisation s'est trouvée pathétiquement obligée de choisir entre la guerre et la révolution. Peut-être qu'avec plus de prévoyance et de sagesse, elle aurait pu échapper à l'une et à l'autre. Bref, ceux qui la dirigeaient, ou se flattaient de la diriger, ont tout fait pour qu'elle choisît la guerre, dans l'espoir qu'ils « couperaient » à la révolution. Leur calcul n'a pas été entièrement faux, mais il ne semble pas avoir été définitivement juste.*

L'unanimité pur est impensable, parce qu'il entraînerait à l'anarchie et à l'incohérence. Même s'il étudie des classes entières de la société, Romains ne se dispense pas de fournir des clés indispensables. Des personnages nettement campés assurent une liaison nécessaire; parmi eux, il y a les deux phares par excellence, Jallez et Jerphanion, les deux normaliens qui se lient d'amitié dès le début. Le premier sera écrivain, le second deviendra ministre. Malgré la théorie, il faut donc en revenir à la conception traditionnelle, puisqu'il est impossible de disperser à l'infini l'attention du lecteur. Un arbre est plus important qu'une forêt et un soldat, qu'une armée.

Pour corser l'intérêt ou forcer notre adhésion, le romancier a inclus des êtres véritables. Nous côtoyons des ecclésiastiques aussi prestigieux que le pape Pie X et le cardinal Merry del Val, des têtes d'affiche de la IIIe comme Briand, Caillaux, Jaurès, Poincaré, Daladier, un poète comme Moréas. C'est un procédé acceptable

et nullement inédit, et qui gêne un peu. L'écrivain est tenu à un minimum de vraisemblance, ses lecteurs connaissent au moins dans ses grandes lignes la carrière de ces grands contemporains. Il s'ensuit qu'ils sont souvent moins vivants, moins plausibles que les êtres de pure convention.

Parmi ces derniers, nous réservons une place particulière à Bouitton et Gurau (la politique), Haverkamp, Sammécaud et Champcenais (les affaires), les Saint-Papoul (le faubourg Saint-Germain), l'abbé Mionnet et l'abbé Jeanne (le clergé), Duroure (l'armée), Louis Bastide et Wazemmes (enfants de Paris), Maillecotin (les ouvriers), Sampeyre (le socialisme), Laulerque et Clarricard (le pacifisme), Vorge et Strigélius (la poésie), Ortégal (la peinture), Quinette (espèce d'assassin à la Landru). Chez les femmes, on retient l'amie d'enfance Hélène Sigeau, l'inconsciente Juliette Ezzelin, la sage Françoise Maïeul, l'inconséquente Mathilde Cazalis, la pondérée Odette Clisson, l'adultère repentie Marie de Champcenais, la comédienne Germaine Baader, la belle Mme Godorp. Nous n'aurons garde d'oublier le chien Macaire dont les promenades parisiennes ne manquent pas de pittoresque.

Bâtitteur puissant, Romains n'abandonne rien à l'improvisation. Nous distinguons dans cette oeuvre foisonnante trois relais principaux et qui s'ordonnent selon un plan en cercles concentriques. Dès le premier volume, nous avons la présentation de Paris en 1908; vers le milieu, c'est la présentation de la France en 1914; enfin, au dernier volume, c'est celle de l'Europe en 1933. Il y a là des pages très hautes et très lucides dont nous ne détachons ici qu'un paragraphe exemplaire :

*L'Europe de 1933 était déjà une créature très ancienne. Depuis des millénaires aucune modification importante ne s'était produite dans sa configuration physique. Elle n'avait presque plus de traits d'enfance, de ces traits qui dénoncent aussitôt l'inachèvement d'un sol, comme les semis interminables de lacs, ou les*

longs rubans de côtes sans découpures ni reliefs. Beaucoup de ses montagnes étaient amplement usées. Celles qui gardaient mieux leurs arêtes et leurs pointes portaient l'usure à leurs flancs, et leur saillie même, leur profil, exprimaient les degrés d'arrachement qu'ils avaient subis. Ses fleuves n'étaient plus de ceux qui hésitent sur leur cours, qui se promènent de la gauche à la droite de leur vallée, ou qui soudain, à une boucle, achèvent de dissoudre une molle barrière de sable et, quittant leur vallée, s'ouvrent un chemin nouveau.

Sommes-nous encore plongés dans le roman ? Nous acquérons trop souvent l'impression désagréable que Romains dispose devant nous de vieux numéros de journaux et nous raconte le passé. Ce poids historique interdit au roman de prendre son envol, il le rive à la réalité immédiate et directement observable. La docilité de ses personnages à devenir ce qu'il souhaite qu'ils soient les prive d'une ouverture sur toutes les possibilités de la vie. Oeuvre volontaire, elle n'est pas toujours très convaincante.

Parler ici de dualité n'est sûrement pas déplacé; la remarque s'applique aux *Hommes de bonne volonté* et aussi à tous les livres de l'écrivain. Par ses convictions unanimistes, il se veut le chantre de la communion humaine par la joie, l'amitié et l'amour, et cependant le thème de la solitude n'est jamais absent. Les beaux rêves généreux de Jallez et de Jerphanion les feront, les années venant, se replier en eux-mêmes. Il est partout question de clarté, de lumière, et tout à côté nous entendons le bruissement des ténèbres; les hauteurs se mêlent aux abîmes. Le temps acquiert deux dimensions; peu d'oeuvres se nourrissent aussi copieusement de l'actualité et toutefois hier et demain se confondent souvent avec aujourd'hui. Romains s'en rend compte, qui écrit : *Le présent, le passé, l'avenir sont peut-être bien moins distincts que nous ne nous figurons.* Nous avons un échantillonnage complet du monde réel, de toute l'échelle de la société, mais il y faut joindre le monde psychique, ouvert vers l'inconnu et les courants

occultes. Un mot appelle toujours son complément : analyse et synthèse, remplacement et identification, dédoublement et redoublement. À cela s'ajoute une technique très sûre d'elle-même, qui fait habilement alterner les descriptions et les dialogues, qui modifie sans cesse le centre d'intérêt, qui ne perd jamais de vue les points de repère indispensables. Romains est un architecte grandiose, mais un homme démuni parce que ses efforts ne l'ont pas amené à découvrir un sens à l'aventure humaine.

Que dire de son oeuvre politique, où la droiture d'intention contrebalance une fatuité assez risible. Correspondant à la crise d'une saison, ces ouvrages sont déjà périmés. On n'y puisera pas les éléments d'une forte pensée politique; le bagage idéologique de Romains est vraiment mince, composé de vieux préjugés et de juvéniles enthousiasmes. On ne relit pas, par exemple, *Les Sept Mystères du destin de l'Europe* sans évoquer la mouche du coche ou, ce qui est plus odieux, la grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le boeuf.

La postérité, que retiendra-t-elle de Jules Romains ? Quelques vers survivront dans les anthologies. Deux pièces de théâtre, *Knock*, *Volpone*. Et bien sûr les *Hommes de bonne volonté*, où il faudra effectuer un choix. Je parie en faveur de *La Douceur de vivre*, à cause de sa fraîcheur et de son humanité accessible et vaincue, d'un certain ton de tendresse aussi. Ce n'est déjà pas si mal, quand l'on se rappelle le mot de Valéry : *Les grands hommes meurent deux fois, une fois comme hommes, une fois comme grands*. Malgré les déceptions et les déboires des dernières années, malgré le scepticisme qui ronge notre civilisation comme un chancre, c'est l'honneur de Romains d'avoir été l'homme à lancer ce cri d'espoir malgré tout :

*En avant, fils de l'homme blanc, l'aventure n'est pas finie.*



# L'édition québécoise en quelques lignes

par Julia Richer

## École et société au Québec

Manuel publié aux « Éditions H.M.H. » qui s'adresse aux étudiants en sciences de l'homme mais qui intéressera aussi le grand public. Les textes ont été choisis et présentés par Pierre W. Bélanger et Guy Rocher. Ils forment les éléments d'une sociologie de l'éducation adaptée à notre milieu. Divisé en quatre parties : *Éducation et culture*, *Éducation et économie*, *Éducation et politique*, *Éducation et intégration sociale*, l'ouvrage est le premier du genre au Québec. Les auteurs ont réuni des opinions émises par des spécialistes sur des questions controversées. La polémique n'étant cependant pas le but d'un ouvrage scolaire, ils n'ont retenu que les textes objectifs. « Pour nous, disent-ils dans leur avant-propos, la sociologie implique une démarche intellectuelle différente de la polémique. La sociologie est d'abord et avant tout un effort d'analyse, une méthode intellectuelle qui encadre la perception de la réalité, une recherche patiente, souvent minutieuse, toujours rigoureuse, pour construire une représentation du réel qui ait une validité scientifique ».

L'ensemble est quand même révélateur. Par exemple *l'Enquête sur les manuels*, étude historique de Marcel

Trudel et Geneviève Jain et l'extrait du *Rapport Laurendeau-Dunton* sur le bilinguisme au Canada, concernant la langue et les résultats scolaires. Ces textes établissent une fois de plus la disparité fondamentale des deux cultures qui forment la nation canadienne. Ils établissent aussi les difficultés inhérentes à l'avènement d'une société québécoise moderne harmonieusement agencée autour de ces deux entités si totalement différentes.

On sait quel éclatement a subi notre système d'éducation depuis quelques années. Les cadres établis ont sauté et les nombreuses initiatives traumatisantes lancées à l'intérieur de l'école démontrent que nous sommes encore dans la phase des tâtonnements et de la recherche.

*École et société au Québec* permet de faire le point, d'étudier sans passion tous les aspects du problème. L'ouvrage de Messieurs Guy Rocher et Pierre W. Bélanger nous redéfinit et sert d'appoint à une sociologie de l'éducation au Québec.

### **La France devant l'opinion canadienne (1760-1815)**

Comment réagirent les Canadiens vis-à-vis la France après la cession du Canada à l'Angleterre en 1763 ? Tel est le thème étudié par Claude Galarneau dans le 16e cahier de l'Institut d'histoire publié aux « Presses de l'Université Laval ». Coupés de la mère-patrie, entourés d'anglophones qui s'établissent peu à peu au Canada, les Canadiens français ne furent toutefois pas longs à reprendre contact avec la France. Certes, il y eut la Révolution. Les Canadiens en majorité s'y opposèrent. La propagande anglaise y trouva d'ailleurs une source intarissable d'arguments pacificateurs : « La volonté divine à laquelle on s'était soumis sans comprendre devenait parfaitement claire : dans les desseins insondables de la Providence, la séparation avait été voulue pour épargner à la Nouvelle-France les horreurs dévolues à l'Ancienne ».

Malgré tout les Canadiens demeuraient fidèles à la France. Très vite par des échanges de correspondance, les voyages de Canadiens en France, l'immigration du clergé français qui fuyait la persécution, et cela dès le départ de Napoléon pour Sainte-Hélène, les relations franco-canadiennes reprirent de plus belle. « L'Époque 1793-1815 n'aura été qu'une mise en veilleuse du véritable sentiment des Canadiens », nous dit l'auteur.

La thèse de Claude Galarneau couvre une époque de notre histoire, extrêmement difficile à étudier. Les documents manquent sur les véritables sentiments des Canadiens de l'époque. Quelle fut, en fait, l'opinion de la population en général, numériquement faible, qui s'abstint de contester ? Claude Galarneau souligne toutefois qu'en dépit de tous les phénomènes contraires produits par la conquête, l'attachement des Canadiens à la France ne faiblit pas. « Leur attitude, conclut-il, envers la France est beaucoup plus qu'un phénomène d'opinion : c'est l'un des axes principaux de leur psychologie collective ».

## **Deux ouvrages de M. Aurèle Saint-Yves**

Les « Éditions du Renouveau Pédagogique » publient deux ouvrages de M. Aurèle Saint-Yves : *Dans le sillon de la psycho et de la socio-pédagogie* et *Nos droits sociaux*. Les deux ouvrages ont une formulation scolaire mais leur contexte général donne au lecteur moyen une vue intéressante sur les sujets abordés. Le premier étudie les crises successives de l'adolescence moderne : négativisme, identification, conceptualisation de soi, recyclage; le second énumère les options qu'un jeune doit prendre pour mieux s'insérer dans une réalité sociale adéquate. Les deux ouvrages initient l'étudiant à des problèmes actuels et les incitent à tendre vers une idéologie qui exprime l'homme.

### **Améliorez votre français**

Jacques Laurin est connu par ses émissions radio-phoniques. Professeur d'expression orale au Conservatoire Lasalle, excellent pédagogue, Jacques Laurin dans ce livre publié aux « Éditions de l'Homme » expose les fautes les plus courantes du langage parlé et écrit et suggère les moyens de nous en corriger. Un index des difficultés, un index alphabétique, ainsi qu'un mini-dictionnaire de la prononciation permet une consultation rapide. Formule simpliste direz-vous peut-être en le feuilletant ? Vous vous raviserez très vite si vous le consultez souvent. Noms composés, noms propres, pluriel des noms étrangers, le participe passé, les accents : tous les petits accrochages habituels de la conversation font le sujet d'une mise au point claire et précise.

### **500 millions de Yogis**

L'essai sur l'hindouisme de Jean-Claude Dussault, aux « Éditions du Jour », s'ajoute au dossier déjà très lourd d'ouvrages publiés sur le sujet. L'auteur a vécu six mois en Inde. Il a pris contact avec divers milieux de ce pays aux violents contrastes. Cette civilisation hautement spirituelle lui est apparue comme une formule de vie que les Occidentaux auraient avantage à pratiquer. L'auteur n'a pas la prétention d'épuiser le sujet. Son petit essai nous permet toutefois de mieux comprendre l'hindouisme et sa « courte méditation » sur les principes fondamentaux de cette philosophie nous la rend plus intelligible.



Nos annonceurs participent à la vie de la revue ...  
Nos lecteurs sont tous intéressés à leur succès ...  
Ils les consultent d'abord ...

## RÉPERTOIRE DES RUBRIQUES

Assurances générales	Imprimeries
Assurance-vie	Magasin à rayons
Automobiles	Nutrition
Brasseries	Photographie
Chauffage	Placements
Coopératives	Pompes à eau
Éditions	Quincaillerie
Épiciers en gros	Sociétés Nationales

**NOS ANNONCEURS**

## IV

### RÉPERTOIRE DES NOMS

Alliance Mutuelle-vie

Barbeau, Raymond

Béland, Jacques

Bellefleur, Gustave

Bertrand, Guy

Brasserie Molson

Cadioux, Gilles

Camus, Raymond

Caisse Populaire St-Maxime

de Ville Lemoyne

Canadienne Mercantile

Canadienne Nationale

Chevrier, J.-Normand

Deschênes, De Grandpré,  
Colas, Godin, Lapointe

Desforges, Robert

Dorais, Jean-Louis

Dubé, Oscar & Cie Inc.

Dupuis Frères Ltée

Entraide Immobilière  
Laurentienne

Fédération de Montréal des  
Caisses Desjardins

Fédération des  
Magasins Co-Op

Fides

Générale de Commerce

Groulx, Yvon

Groupe Commerce

Houde, G.-E.

Jacques-Cartier (Imprimerie)

Jasmin, Alban

Lanthier, Roger

Laparé, Fernand

La Solidarité

Lavolette, Ronald E.

L'Économie Mutuelle

Lemire, Georges

Lepage, Yvon

Létourneau, Bernard

Maranda, Jean-Hubert

Meunier, John

Montréal Oxygène

Mutuelle SSQ

Paquette, André

Péto-Montréal Inc.

Pinsonnault, Pothier, Bégin  
& Delisle

Pinsonnault, Guy

Pomponnette (Bijouterie)

Prévoyants du Canada

Provigo Inc.

Richard, Clément

Robillard, Michel

Roy, Édouard

Roy, J.-Émile

Séguin, Paul-Émile

Splendide (Brassière)

Thérien Frères

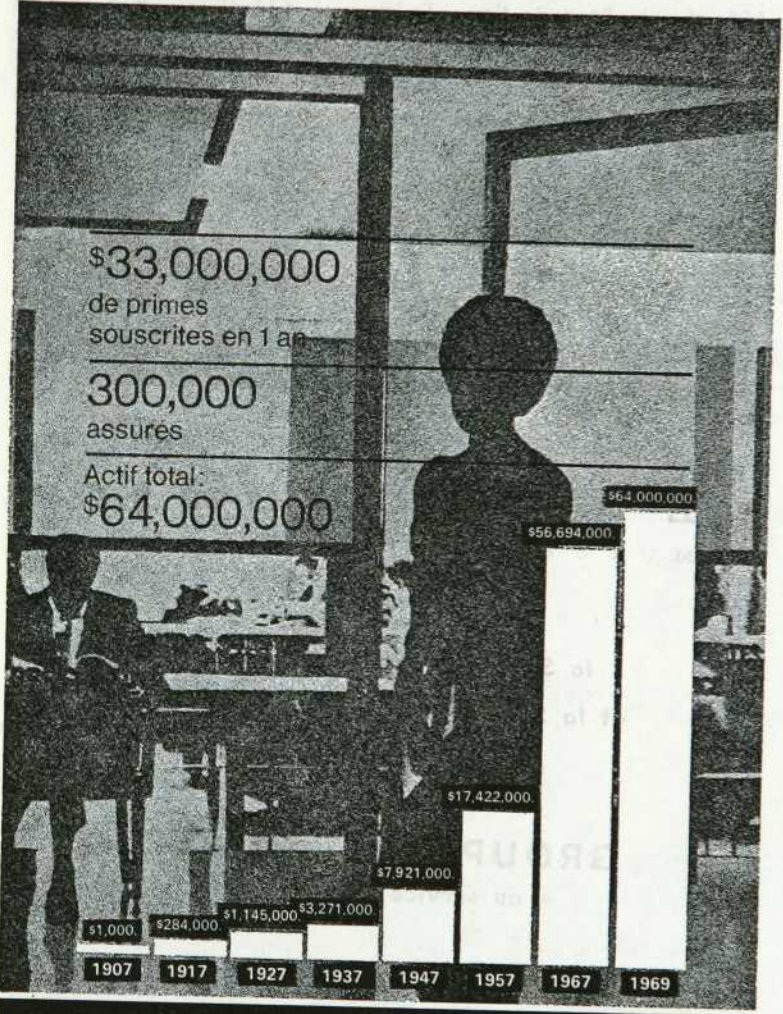
Trudeau, Maurice

Union du Canada

Viau, Lucien

Victory (Convoyeurs)

# Les résultats 1969 du **GROUPE COMMERCE** confirment votre confiance!




**LE GROUPE Commerce**  
 COMPAGNIES D'ASSURANCE CANADIENNES *Siège Social St-Hyacinthe, Qué.*  
 GENERALE DE COMMERCE - CANADIENNE MERCANTILE - CANADIENNE NATIONALE

---

## ASSURANCES GÉNÉRALES

---

ROGER LANTHIER & FILS

655, chemin Bord de l'eau, St-Lambert, 671-4828 - 878-2455

---

## ASSURANCES-VIE

---

**Alliance**  
l'essentiel d'abord  
*mutuelle-vie*

**L'ÉCONOMIE**  
MUTUELLE D'ASSURANCE  
*(compagnie d'assurance-vie)*

fait partie avec  
*la Société Nationale de Fiducie*  
et *la Société Nationale d'Assurances*  
(assurances générales)

d'un  
**GROUPE DE POINTE**  
au service du Québec

385 est, rue Sherbrooke, Montréal 129 • 844-2050

**POUR ORIENTER NOS LIBERTÉS**  
par François-Albert Angers  
En vente à L'Action Nationale — \$5.00

---

## LA MUTUELLE SSQ

LES SERVICES DE SANTÉ DU QUÉBEC

SALAIRE • VIE • RENTES • MALADIE

---

LE GROUPE  
  
 PRÉVOYANTS  
 DU CANADA

LES PRÉVOYANTS DU CANADA  
 ASSURANCE-VIE

•  
 LES PRÉVOYANTS DU CANADA  
 FONDS DE PENSION

•  
 LA PERSONNELLE  
 COMPAGNIE D'ASSURANCE

•  
 LES PRÉVOYANTS DU CANADA  
 ASSURANCE GÉNÉRALE

---

SIÈGE SOCIAL: 801 EST, RUE SHERBROOKE, MONTRÉAL 132 • TÉL: 527-3141

---

## UNION DU CANADA

Assurance-vie

Siège social: 325, rue Dalhousie, Ottawa 2, Canada

---

## AUTOMOBILES

### H. YVON LEPAGE

Grossiste - Pièces d'automobiles

ESCOMPTE AVANTAGEUX

914, rue Bleury, Montréal — 861-5596 - 861-5597

---

## BRASSERIES



HOMMAGE  
 de

La brasserie **MOLSON**  
 DU QUÉBEC LIMITÉE

---

HOMMAGE D'UN AMI

---

## VIII

---

### CHAUFFAGE

#### PÉTRO-MONTRÉAL INC.

Huile combustible - Brûleur automatique  
Service - Installation  
2060, rue Charland, Montréal, 387-6444  
Marcel Chaput, Président

---

### COOPÉRATIVES

Hommage des

#### MAGASINS CO-OP

Jacques Towner, gérant général

1535 ouest, boul. Hamel, Québec 8, Qué.

681-0261

---

#### LA CAISSE POPULAIRE ST-MAXIME

de Ville Lemoyne

Paul Asselin, Président      Maurice Côté, Gérant  
194, rue Charron, Ville Lemoyne, 671-2845

---

## Hommage de la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins

### ÉDITIONS

vient de paraître

#### LE LIVRE PAR EXCELLENCE

par Jean MARTUCCI

Édité conjointement par "Ici Radio-Canada" et Fides

Texte des commentaires sur la Bible donnés à l'émission  
radiophonique "Le livre par excellence" durant la saison  
1969-70 à Radio-Canada.

Album illustré

\$4.95

En vente dans toutes les librairies

**FIDES**

245 EST, BOUL. DORCHESTER, MTL 129 \*861-9621

Accessible par deux gares du Métro : Berri et Champ-de-Mars

---

### HOMMAGE D'UN AMI

---

**PROVIGO INC.**

Distributeur produits alimentaires

611, rue du Marché Central, Montréal

Tél. : 384-7121

**IMPRIMERIES**

388-5781 8125, rue Saint-Laurent

Montréal 351, Qué.

**J. ÉMILE ROY & FILS**

Imprimeurs depuis 1896

265 ouest, rue Vitré

Montréal 128 Tél. : 861-1888

**IMPRIMERIE****JACQUES-CARTIER INC.**

Imprimeurs-lithographes

Service d'artistes

8477, 8e ave, Mtl 455 - 729-2891

**MAGASINS À RAYONS**

Venez constater par vous-même combien il est agréable de faire ses emplettes chez Dupuis. On y trouve les marchandises les plus actuelles et de haute qualité, tout ce qu'un grand magasin peut offrir. Le personnel est empressé et des plus courtois.

**NUTRITION**

Aliments - Santé

**CLINIQUE BARBEAU**

Nutrition naturopathe

1044 ouest, avenue Laurier  
Montréal 153 - Tél. 273-1561**PHOTOGRAPHIE****STUDIO****FERNAND LAPARÉ INC.**

Portraitiste

Équipement complet

caméras fixes, cinés caméras.

2530, rue Des Ormeaux, Mtl,  
351-3770

**X**

---

**PLACEMENTS**

**RAYMOND CAMUS INC.**

Courtier en valeurs mobilières  
500, place d'Armes, ch. 1140  
Montréal — Tél. : 842-2715

OBLIGATIONS  
Actions et Fonds mutuels

---

Pour l'achat d'obligations consultez

**Oscar Dubé & Fils Cie Inc.**

925, Chemin St-Louis  
Québec, 527-2518

Georges Caron, président  
653-7078

---

**DANS UN SEUL PLAN**

Emprunt - Placement - Protection - Rente - Plan d'épargne unique

**L'ENTRAIDE IMMOBILIÈRE LAURENTIENNE**

2189 EST, SHERBROOKE — MONTRÉAL 133 — 527-3624

---

**POMPES À EAU**

Achat ou réparation  
pompes et filtres de toutes marques  
45 ans d'expérience à votre service

**JOHN MEUNIER INC.**

12047, Laurentien - Tél. : 334-7230

---

**QUINCAILLERIE**

**EDOUARD ROY & FILS LTÉE**

Quincaillerie en gros  
exclusivement

4115 est, rue Ontario, Mtl 403  
Tél. : 524-7541

---

**DISQUES HENRI BOURASSA**

Il nous reste encore quelques albums des disques Bourassa.

Un document historique que toutes les institutions d'enseignement devraient avoir dans leur discothèque.

- Quatre disques long jeu 12".
- Commentaires de M. le chanoine Lionel Groulx.
- Une conférence et un discours de Bourassa, les seuls jamais enregistrés.
- Un album en héliogravure.

**\$25.00 à L'ACTION NATIONALE**

---

**HOMMAGES DE NOS  
SOCIÉTÉS NATIONALES**

**LA FÉDÉRATION  
DES SOCIÉTÉS SAINT-JEAN-BAPTISTE DU QUÉBEC**

Gilles Noiseux, président national  
Léo Jacques, directeur général

600 est, Grande-Allée, Québec (4e)

<p>La SSJB de la Région des Trois-Rivières 3239, rue Papineau Case postale 1059 - 375-4881 Paul Langlois, président G. Meyers, directeur général</p>	<p>La SSJB diocésaine de Rimouski Case postale 20 Rimouski, Qué. Dr Richard Parent, président général René Daigneault, directeur-général</p>
<p>La Société Nationale des Québécois Case postale 744 Chicoutimi Gérard Claveau, président</p>	<p>La SSJB de Montréal 1182, boul. St-Laurent Montréal 129 866-1761</p>
<p>Société Nationale des Québécois Région des Laurentides, 13,200 membres Maurice G. Vallières, président Guy Mercier, directeur général 236 avenue du Palais, St-Jérôme 438-4129</p>	<p>SSJB du diocèse de Joliette 414 nord, rue Beaudry Tél. : 759-0100 Jacques Mondor, président Jean-Paul Morin, directeur général</p>
<p>SNQ Saguenay-Lac St-Jean Unité d'Alma Ghislain Bouchard, président 89 ouest, rue Côté Alma, Lac Saint-Jean</p>	<p>SNQ Saguenay-Lac St-Jean Unité Jean-Dequen Rosaire Fortin, président Raoul Lavoie, secrétaire</p>

**Société Nationale des Québécois du Centre du Québec**

Roger Marier, président  
Nicolas Beaulieu, directeur-général  
449, rue Notre-Dame, Drummondville  
"QUÉBEC FORT — QUÉBEC SOUVERAIN"

Le 29 avril 1970

Les Canadiens votent pour 1 parti  
Les Québécois votent pour 4 partis

Résultat : Victoire canadienne

Défaite québécoise

Morale : **Union pour une victoire québécoise**

Hommage de Georges Lemire

# LES AMIS DE LA REVUE

Dr JACQUES BÉLAND  
chirurgien-dentiste  
6558, boul. Monk  
Montréal 206 - 768-4311

GUY BERTRAND &  
CLÉMENT RICHARD, avocats  
Edifice La Laurentienne, suite 705  
500 est, Grande-Allée, Québec  
529-2168

LA BRASSIÈRE SPLENDIDE INC.  
3580, rue Masson  
727-8210 - 727-8236

Convoyeurs et Machines  
VICTORY INC.  
250, rue Rose-de-Lima - 933-1138

ROBERT DESFORGES & CIE  
Comptables agréés  
210 ouest, boul. Crémazie, Mtl  
388-5738

JEAN-LOUIS DORAIS, avocat  
57 ouest, rue Saint-Jacques  
845-1336

Dr ALBAN JASMIN  
7541, boulevard LaSalle  
Un sympathisant de toujours

JEAN-HUBERT MARANDA, avocat  
325 est, boul. St-Joseph  
Montréal - 288-4254

PINSONNAULT, POTHIER,  
BÉGIN & DELISLE  
Avocats et procureurs  
75 est, Grande-Allée, Québec 4  
Tél. : 529-9787

PAUL-ÉMILE SÉGUIN, Notaire  
6276, rue St-Hubert  
Montréal - 271-8739

LUCIEN VIAU & ASSOCIÉS  
comptables agréés  
210 ouest, boul. Crémazie  
Montréal - 388-9251

Hommage de  
GUSTAVE BELLEFLEUR

BIJOUTERIE POMPONNETTE INC.  
J. Brassard, prés.  
256 est, rue Ste-Catherine  
861-9293

NORMAND CHEVRIER, Opticien  
537, rue Cherrier, Montréal  
Téléphones :  
Bur. : 845-2673 - Rés. : 334-5832

Deschênes, De Grandpré,  
Colas, Godin, Lapointe

ANDRÉ PAQUETTE  
Avocats

Place Victoria - 878-4311

GROULX & CADIEUX  
Notaires  
4416, boul. Pie IX, Montréal  
Tél. : 254-9435

RONALD-E. LAVIOLETTE, Notaire  
1259, rue Berri, suite 230  
Montréal - 842-6848

MONTRÉAL OXYGÈNE INC.  
4890, 5e ave, Rosemont  
527-3656  
Geo.-E. Houde, président

PHARMACIE LÉTOURNEAU  
3828, boul. Décarie  
Montréal - 484-7311

MICHEL ROBILLARD, Notaire  
2650 est, rue Beaubien  
Montréal - 728-4541

MAURICE TRUDEAU, C.R.  
57 ouest, rue Saint-Jacques  
Montréal - 288-4186

## HOMMAGE D'UN AMI

# L'ACTION NATIONALE

REVUE MENSUELLE (sauf en juillet et août)

DIRECTION

PATRICK ALLEN — JEAN GENEST

---

Rédaction et administration : C.P. 189, Station N, Montréal ou  
235 est, boul. Dorchester, ch. 504. Tél. de 2 à 6 : 866-8034

Abonnement : \$7.00 par année. Au coût réel : \$10.00

Les articles de la revue sont répertoriés dans le CANADIAN PERIODICAL INDEX, publication de l'Ass. Can. des Bibliothèques, l'INDEX ANALYTIQUE de la bibliothèque de l'Université Laval et du service des bibliothèques de la Fédération des Collèges Classiques, et dans la revue CULTURE.

---

## LA LIGUE D'ACTION NATIONALE

PRÉSIDENT : M. François-Albert Angers

1ère VICE-PRÉSIDENTE : Mme Julia Richer

2e VICE-PRÉSIDENT : M. Yvon Groulx

SECRÉTAIRE : M. Michel Brochu

TRÉSORIER : M. Rodolphe Laplante

DIRECTEURS : MM. René Chaloult, Richard Arès, S.J., Dominique Beaudin, Albert Rioux, Jean-Marc Léger, Gaétan Legault, Luc Mercier, Jean Genest, Patrick Allen, Jean Mercier, Claude Trottier, Michel Brochu, Yvon Groulx, Thomas Bertrand, Rosaire Morin, Jean Marcel, Mme Paul Normand.

## Où trouver L'Action Nationale ?

- À MONTREAL : Fides, 245 est, boul. Dorchester  
Librairie Déom, 1247, rue St-Denis  
Librairie Hachette, 554 est, rue Ste-Catherine  
Librairie Tranquille, 67 ouest, rue Ste-Catherine
- À QUÉBEC : Librairie de l'Action Sociale Catholique,  
Place Jean-Talon

## **AVEZ-VOUS DÉJÀ PASSÉ DES TESTS D'ORIENTATION SUSCEPTIBLES DE VOUS RENSEIGNER**

- sur vos forces ou faiblesses comme vendeur ?
  - Capacité intellectuelle
  - Dynamisme
  - Prudence et impulsivité
  - Relations interpersonnelles
  - Capacité de service
  - Imagination
  - Persuasion
  - Organisation du travail
  - Aptitude au calcul
  - Désir de vous instruire
  - Facilité de langage
  - Solution de problèmes
  - Esprit d'observation
  - Souplesse
  - Capacité à dominer
  - Stabilité émotionnelle
  - Sociabilité
  - Sens des responsabilités
- sur le genre de vente qui convient le mieux à votre personnalité ?
  - sur la possibilité de retirer un revenu compatible avec vos capacités ?

Sans aucune obligation financière ou morale de votre part, nous serons heureux de vous aider si votre degré d'instruction est jugé satisfaisant pour subir ces 6 tests.

**UNE FORMULE D'INSCRIPTION VOUS SERA ENVOYÉE  
SUR DEMANDE.**

**L'ANALYSE GRAPHIQUE ET ÉCRITE DE VOS TESTS  
VOUS SERA REMISE.**

**GÉRARD GOUBOUT, ADM. A. DIRECTEUR DES VENTES**

**La Solidarité**  
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

925, chemin St-Louis

Québec